

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 933**24 décembre 1998****SOMMAIRE**

A.T.A. S.A., Luxembourg	page 44784	PLR International S.A., Strassen	44756
Atmel ES 2 S.A., Luxembourg	44784	Polerna Holding S.A., Luxembourg	44757
Banif Renta Fija Multidivisa Fund, Fonds Commun de Placement	44740	Prochimo S.A., Luxembourg	44757
Bankpyme Multieurope, Sicav, Luxembourg	44778	Prométhée S.A.H, Luxembourg	44757
Chinesco Finance S.A., Luxembourg	44782	Promotion Vincennes S.A., Mersch	44756, 44757
Consortium International d'Investissements Economiques S.A., Luxembourg	44782	Poupette S.A., Luxembourg	44757
Crédit Lyonnais World Derivatives, Sicav, Luxembourg	44779	Pyrénées S.A. Holding, Strassen	44758
Dresdner RCM Select Fund, Sicav, Luxembourg ..	44738	Quintofin S.A., Luxembourg	44758
Editions Sport Promotion, S.à r.l., Luxembourg ..	44738	Rat Holding S.A., Luxembourg	44759
Euroblick Holding S.A., Strassen	44781	Réalisation Immobilière S.A., Luxembourg	44759
Faber (Luxembourg) S.A., Luxembourg	44780	Reig Global Fund, Fonds Commun de Placement	44741
Financial Holding Hebetto S.A., Luxembourg	44783	Relay S.A., Luxembourg	44758, 44759
FM S.A., Luxembourg	44783	Renu S.A., Luxembourg	44767
Globe Interfin S.A., Luxembourg	44784	Representation Public Cy S.A., Luxembourg	44776
Gorinvest S.A., Luxembourg	44752	Rivertrans S.A., Grevenmacher	44775
Grikat Investments S.A., Luxembourg	44780	Rolen S.A., Luxembourg	44776
Hahnemann S.A., Luxembourg	44762	Roussin Luxembourg S.A., Luxembourg	44780
IBJ Endeavor Global Fund	44742	Royal Cross S.A., Luxembourg	44783
Interleis S.A., Luxembourg	44784	Sadyd S.A., Luxembourg	44776, 44777
Ixos Multifund, Fonds Commun de Placement ...	44739	Sandy Lane Holding S.A., Luxembourg	44776
KB Fixobli, Sicav, Luxembourg	44779	Sarmod Investissements S.A., Luxembourg	44758
Kym, S.à r.l., Fentange	44767	Sarpa Investments S.A., Luxembourg	44781
(The) Latin American Emerging Markets Fund, Sicav, Luxembourg	44781	Schneider Landschaftsbau, GmbH, Wasserbillig ..	44777
(The) Managed Convertible Fund, Sicav, Luxembourg	44778	Schop Investissements S.A., Luxembourg	44777
Mikko S.A., Luxembourg	44769	Scontinvest Equity Fund, Fonds Commun de Placement	44751
Oliva International S.A., Luxembourg	44782	Server S.A., Luxembourg	44766
Optigest Global Fund, Fonds Commun de Placement	44739	Sha Finance S.A., Luxembourg	44777
Paschero Fin. S.A., Luxembourg	44771	SINOPIA M.B.F., Sinopia Multi Bond Fund, Sicav, Luxembourg	44778
Percontrol S.A., Luxembourg	44752	Siriade S.A., Luxembourg	44779
Pétange Percontrol Investments SCA, Luxembourg	44752	Société de Gestion du Rominvest International Fund S.A., Luxembourg	44751
Pharma Service S.A., Remerschen	44752	Thiel & Elsen Gefahrgutlogistik S.A., Grevenmacher	44759
Piskol S.A., Luxembourg	44750	Thieme Fonds, Investmentfonds	44743
Playcups International S.A., Luxembourg	44756	Trans-National Holdings S.A., Luxembourg	44782
		Xiosinvest	44751
		XIX Luxembourg S.A., Luxembourg	44783

DRESDNER RCM SELECT FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.-F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 28.138.

DIVIDEND ANNOUNCEMENT

The Board of Directors has announced to pay an interim dividend to the shareholders of the following sub-fund:
ECU 0.03 per share for the International Bond Fund
to shares subscribed and in circulation on 30 September 1998, payable on or after 28 December 1998 against presentation of coupon N° 10.

The shares are to be quoted ex-date 1 October 1998.

The shareholders can cash their dividend at the offices of BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A., Luxembourg.

(04645/584/14)

The Board of Directors.

EDITIONS SPORT PROMOTION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg, 39, avenue du X Septembre.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le seize novembre.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Jean Heuschling, pensionnaire, demeurant à L-1353 Howald, 3, rue du Père Conrad.
- 2) Monsieur Nicolas Buck, indépendant, demeurant à L-1670 Senningerberg, 12, Gromscheid.
- 3) Monsieur Luc Kohnen, photographe, demeurant à L-4462 Belvaux, 6, rue des Jardins.
- 4) Monsieur Patrick Seiler, typographe, demeurant à L-6982 Oberanven, 6, rue Wakelter.
- 5) Monsieur Francis Nicolay, délégué commercial, demeurant à L-4320 Esch-sur-Alzette, 28, rue du X Octobre.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de EDITIONS SPORT PROMOTION, S.à r.l.

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 3. La société a pour objet une maison d'édition, de prestations pour des organisations sportives de la promotion jusqu'à l'organisation en elle-même, l'organisation de voyages à des manifestations sportives, agence photo, ainsi que toutes opérations en rapport avec l'objet social ou susceptibles de le favoriser.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée, à partir de ce jour.

L'année sociale coïncide avec l'année civile sauf pour le premier exercice.

Art. 5. Le capital social entièrement libéré est fixé à cinq cent mille (500.000,-) francs, divisé en mille parts sociales de cinq cents (500,-) francs chacune.

Souscription du capital

Le capital social a été souscrit comme suit:

1) Monsieur Jean Heuschling, préqualifié	200 parts
2) Monsieur Nicolas Buck, préqualifié	200 parts
3) Monsieur Luc Kohnen, préqualifié	200 parts
4) Monsieur Francis Nicolay, préqualifié	200 parts
5) Monsieur Patrick Seiler, préqualifié	200 parts
Total: mille parts sociales	1.000 parts

La somme de cinq cent mille (500.000,-) francs se trouve à la disposition de la société, ce que les associés reconnaissent mutuellement.

Art. 6. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, salariés ou gratuits sans limitation de durée. Les associés ainsi que le ou les gérants peuvent nommer d'un accord unanime un ou plusieurs mandataires spéciaux ou fondés de pouvoir, lesquels peuvent engager seuls la société.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles sont indivisibles à l'égard de la société.

La cession de parts à des tierces personnes non associées nécessite l'accord unanime de tous les associés.

Art. 8. Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit requérir l'apposition des scellés, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ou de sa gérance.

Art. 9. La dissolution de la société doit être décidée dans les formes et conditions de la loi. Après la dissolution, la liquidation en sera faite par le gérant.

Art. 10. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Les frais incombant à la société pour sa constitution sont estimés à trente-cinq mille francs.

Réunion des associés

Les associés ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

1. Sont nommés gérants:

Monsieur Nicolas Buck, préqualifié

Monsieur Francis Nicolay, préqualifié.

2. La société est valablement engagée jusqu'à la contre-valeur de deux cent mille francs par la seule signature de chaque gérant. Tout engagement dépassant la contre-valeur de deux cent mille francs doit porter la signature conjointe des deux gérants.

3. Le siège social de la société est fixé à Luxembourg, 39, avenue du X Septembre.

Dont acte, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentaire.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: J. Heuschling, N. Buck, L. Kohnen, P. Seiler, F. Nicolay, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 20 novembre 1998, vol. 846, fol. 15, case 1. – Reçu 5.000 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme

G. d'Huart

Pétange, le 3 décembre 1998.

(50896/207/70) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 1998.

IXOS MULTIFUND, Fonds Commun de Placement.

Acte modificatif du Règlement de Gestion

Suivant décision de IXOS MANAGEMENT S.A. (la «Société de Gestion»), agissant comme société de gestion de IXOS MULTIFUND (le «Fonds»), et en accord avec la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., en tant que banque dépositaire, le règlement de gestion de IXOS MULTIFUND est modifié comme suit:

1) Article 15, le cinquième et dernier paragraphe sera remplacé par le texte suivant:

«La monnaie de référence du Fonds est l'EURO. Les rapports semi-annuels et annuels comprennent les informations consolidées sur le Fonds exprimées en EURO ainsi que des informations individuelles sur chacun des compartiments libellés dans leur monnaie de référence.»

La présente modification au règlement de gestion en vigueur depuis le 31 mars 1997 devient effective le 1^{er} janvier 1999.

IXOS MANAGEMENT S.A.

Société de Gestion

Signature

BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A.

Banque Dépositaire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 1998, vol. 515, fol. 4, case 11 – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(50891/260/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 1998.

OPTIGEST GLOBAL FUND, Fonds Commun de Placement.

Amendement daté du 30 novembre 1998 au Règlement de Gestion consolidé au 20 février 1997.

Article 2: La Société de Gestion: Modification du septième alinéa pour lui donner la teneur suivante:

a) une commission annuelle de 0,50% payable trimestriellement et calculée sur la moyenne de la valeur nette d'inventaire de chaque Sous-Fonds pour le trimestre concerné.

Article 4: Politique d'Investissement: Modification du deuxième et du troisième paragraphes de la section intitulée «Marchés» pour leur donner la teneur suivante:

Les investissements comprennent des valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs et des valeurs mobilières négociées sur un marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public dans les Etats membres de l'Union Européenne, de l'OCDE, de l'ASEAN, de Hong Kong, de Taiwan, de Corée du Sud, du Brésil et d'Argentine. Le Sous-Fonds peut également détenir à titre accessoire des liquidités dans les devises de ces pays.

Article 4: Politique d'Investissement: Modification du premier paragraphe de la section intitulée «Investissement» pour lui donner la teneur suivante:

Toutes les formes de valeurs mobilières sont autorisées, à revenu fixe, variable ou mixte, à coupon bas ou égal à zéro, à double monnaie, à option, et toute autre forme de valeurs mobilières. Les obligations convertibles ou à warrants donnant droit à des actions sont autorisées dans la mesure où les actions concernées relèvent d'un des marchés suivis par le groupe du promoteur.

Article 4: Politique d'Investissement: Modification du premier paragraphe de la section intitulée «Investissement» pour lui donner la teneur suivante:

Toutes les formes d'obligations sont autorisées: à taux fixe, variable ou mixte, à coupon bas ou égal à zéro, à double monnaie, à option, et toute autre forme d'obligations. Les obligations convertibles ou à warrant donnant droit à une action sont autorisées dans la mesure où l'action concernée relève d'un des marchés suivis par le groupe du promoteur.

Article 4: Politique d'Investissement: Modification de la section intitulée «Investissements» pour lui donner la teneur suivante:

Les actions constituent l'investissement dominant du compartiment. Les obligations convertibles ou à warrant (voir ci-dessous le paragraphe intitulé Considérations Générales) donnant droit à des actions sont autorisées dans la mesure où les actions concernées relèvent d'un des marchés visées par la politique d'investissement du Sous-Fonds. A titre accessoire, toutes les formes de valeurs mobilières sont autorisées ainsi que la détention de valeurs mobilières et de liquidités dans des devises autres que le DEM jusqu'au 31 décembre 1998 et que l'euro à partir du 1^{er} janvier 1999.

Une couverture permanente contre le risque de change n'est pas prévue.

Article 4: Politique d'Investissement: La «Remarque importante» qui était placée sous la section intitulée «Marchés» du compartiment OPTIGEST GLOBAL FUND - INTERNATIONAL EQUITY SUB-FUND est insérée entre la section intitulée «Investissements» du compartiment OPTIGEST GLOBAL FUND - INTERNATIONAL EQUITY SUB-FUND et la section intitulée «Considérations générales». Cette «Remarque importante» sera applicable aux Sous-Fonds OPTIGEST GLOBAL FUND - GENERAL SUB-FUND et OPTIGEST GLOBAL FUND - INTERNATIONAL EQUITY SUB-FUND.

Article 7: Souscription: Modification du premier alinéa de l'article 7 pour lui donner la teneur suivante:

Le prix des Parts sera exprimé en Deutsche Mark jusqu'au 31 décembre 1998 puis en euro à partir du 1^{er} janvier 1999.

Article 13: Passage d'un Sous-Fonds à un autre: Modification du premier paragraphe pour lui donner la teneur suivante:

Les investisseurs pourront convertir les Parts qu'ils détiennent dans un Sous-Fonds contre des Parts d'un autre Sous-Fonds en franchise de commission, sous le paiement à titre de frais d'un droit fixe, de DEM 50,- jusqu'au 31 décembre 1998 puis sa contre-valeur en euro à partir du 1^{er} janvier 1999, au profit des Sous-Fonds concernés et des taxes, impôts et timbres éventuellement exigibles lors de la conversion.

De manière générale, toutes les références à la Communauté Européenne ou à la CEE seront remplacées respectivement par l'Union Européenne ou l'UE.

Cet amendement entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1999.

Signature Signature
Administrateur Administrateur

BANQUE DE GESTION EDMOND DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 1998, vol. 515, fol. 18, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(51458/010/60) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 1998.

BANIF RENTA FIJA MULTIDIVISA FUND, Fonds Commun de Placement.

Amendment to the Consolidated Management Regulations

Upon decision of BANIF RENTA FIJA MULTIDIVISA MANAGEMENT S.A. and the agreement of the Custodian, the Consolidated Management Regulations of BANIF RENTA FIJA MULTIDIVISA FUND dated 14 April 1998 are modified as follows:

Chapter 1. The Fund

The fourth paragraph of Chapter 1 shall now read as follows:

«The Fund is managed by the Management Company in accordance with the Management Regulations of the Fund («the Management Regulations»). The Management Regulations were filed with the Registrar of the Luxembourg District Court, where these documents are available for inspection. Copies may be obtained, upon request, against payment of the registrar's fees. The Management Regulations were amended and published on 21 October 1995, 26 July 1997, 18 August 1997 and 8 April 1998 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du Grand-Duché de Luxembourg («the Mémorial»). The last amendment to the Management Regulations was published on 24 December 1998 in the Mémorial and the last version of the Consolidated Management Regulations was filed with the Registrar of the Luxembourg District Court, from whom copies may be obtained.»

Chapter 2. The Sponsor

Chapter 2 shall now read as follows:

«The Sponsor of the Fund is BANCO BANIF BANQUEROS PERSONALES S.A. («The Sponsor»), a bank established on 30th March 1949 and recorded on Folio 40, section 8, page M53233, inscription 350, volume 3115 of the Mercantile Registry of Companies of Madrid.»

Chapter 7. Issue of shares

The fourteenth paragraph of Chapter 7 shall now read as follows:

«As from 1 January 1999, payment of the shares of the Fund may be executed in euro or in any freely convertible currency (through a bank duly authorised by the Custodian and the Management Company). The exchange of any currency into euro will be executed directly by the custodian or by the foreign bank, for the account and at the subscribers costs.»

Chapter 9. Net Asset Value

The first sentence of the first paragraph of Chapter 9 shall now read as follows:

«As from 1 January 1999, the Net Asset Value per Share of the Fund shall be expressed in euro and shall be determined by or on behalf of the Management Company on each day which is a bank business day in Luxembourg.»

The fifth paragraph of Chapter 9 shall now read as follows:

«As from 1 January 1999, securities not denominated in euro shall be converted into euro at the average of the last known buying and selling rates available in Luxembourg.»

Chapter 11. Redemption of shares

The second sentence of the third paragraph of Chapter 11 shall now read as follows:

«As from 1 January 1999, payment of the redemption price shall be made by transfer in euro or in any other currency freely convertible (through a bank duly authorised by the Custodian and the Management Company) upon request of the shareholder, normally within 5 business days after the relevant Valuation Day.»

Chapter 12. Distributions

The fourth paragraph of Chapter 12 shall now read as follows:

«As from 1 January 1999, payments, if any, may be executed in euro or in any freely convertible currency (through a bank duly authorised by the Custodian and the Management Company).

The exchange of any currency into euro will be executed directly by the Custodian or by the foreign bank, for the account and at the subscriber's costs.»

Luxembourg, 4 December 1998.

The present amendment shall take effect 5 days after publication in the Mémorial.

BANIF RENTA FIJA MULTIDIVISA
MANAGEMENT S.A.

Signature Signature
Director Director

BANQUE DE GESTION EDMOND
DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG

Signature Société Anonyme
Signature Signature

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 1998, vol. 515, fol. 66, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(53322/010/62) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 1998.

REIG GLOBAL FUND, Fonds Commun de Placement.

Amendement daté du 7 décembre 1998 au règlement de gestion

Page 1. Art. 1. Le Fonds. Modification du troisième alinéa pour lui donner la teneur suivante:

La Société de Gestion émet, pour le compte du Fonds, des Parts dont la valeur nette est libellée en euro.

Page 5. Art. 4. Politique d'investissement. Modification du troisième alinéa pour lui donner la teneur suivante:

La Société de Gestion peut, pour chaque Sous-Fonds, suivant les modalités exposées à l'article 5, recourir aux techniques et instruments qui ont pour objet des valeurs mobilières, à condition que le recours à ces techniques et instruments soit fait en vue d'une bonne gestion du portefeuille.

Page 6. Art. 4. Politique d'investissement. Modification du quatrième alinéa pour lui donner la teneur suivante:

A présent, seul le compartiment Reig Global Fund - Euro Sub-Fund est disponible aux investisseurs.

Page 6. Art. 4. Politique d'investissement. Le titre 1) Reig Global Fund Pesetas est supprimé.

Page 7. Art. 4. Politique d'investissement. Le titre II) Reig Global Fund - European Currency Unit devient le titre I) Reig Global Fund - Euro Sub-Fund.

Page 7. Art. 4. Politique d'investissement. Modification du premier alinéa du sous-titre «Objectif» pour lui donner la teneur suivante:

L'objectif de ce Sous-Fonds est d'obtenir une valorisation et un rendement optimal du capital investi en réalisant principalement des investissements dans des valeurs mobilières libellées en euro.

Page 8. Art. 4. Politique d'investissement. Modification du sous-titre «Marchés» pour lui donner la teneur suivante:

L'éventail des marchés possibles est donc limité par le champs d'analyse décrit ci-dessus; les actifs faisant l'objet d'investissement pour Reig Global Fund - Euro Sub-Fund, ne se limiteront pas aux actifs libellés en euro, mais pourront se faire en d'autres devises à titre accessoire.

Reig Global Fund - Euro Sub-Fund investira dans un portefeuille diversifié de valeurs mobilières de grandes et moyennes capitalisations ainsi que dans des obligations de première qualité, sur des marchés réglementés en fonctionnement régulier et ouverts au public.

Page 8. Art. 4. Politique d'investissement. Modification du deuxième alinéa du sous-titre «Investissements» pour lui donner la teneur suivante:

La valeur nette d'inventaire de ce Sous-Fonds sera exprimée en euro.

Page 8. Art. 4. Politique d'investissement. Le sous-titre «Considérations générales» devient le titre II) Considérations générales.

Page 9. Art. 4. Politique d'investissement. Modification du deuxième alinéa du titre II) Considérations générales pour lui donner la teneur suivante:

A titre accessoire, Reig Global Fund - Euro Sub-Fund détiendra des liquidités, des titres à court terme et des instruments du marché monétaire émis ou garantis par des institutions de premier ordre.

Page 18. Art. 7. Souscriptions. Modification des deuxième et troisième alinéas pour leur donner la teneur suivante:

Les paiements peuvent être effectués en euro ou en toute autre devise convertible (par l'intermédiaire d'une banque autorisée à cet effet par la Banque Dépositaire et par la Société de Gestion) avec décharge du client quant au change qui a été demandé expressément par le client et le bulletin de souscription.

Le change de la devise en euro sera fait directement par la Banque Dépositaire ou par l'autre établissement étranger, pour le compte et aux frais du souscripteur.

Page 18. Art. 7. Souscriptions. Modification du sixième alinéa pour lui donner la teneur suivante:

Le minimum de souscription est de 10 Parts pour Reig Global Fund - Euro Sub-Fund.

Page 19. Art. 7. Souscriptions. Le sous-titre «Souscriptions initiales» est supprimé.

Page 19. Art. 7. Souscriptions. Le sous-titre «Souscriptions courantes» est renommé «Souscriptions».

Page 19. Art. 7. Souscriptions. Modification du dernier alinéa pour lui donner la teneur suivante:

Tout excédent qui aura été payé à la Banque Dépositaire sans pouvoir être utilisé pour le paiement d'une Part entière sera remboursé par la Banque Dépositaire au souscripteur dans un délai n'excédant normalement pas 15 jours et ceci par chèque, avec la réserve toutefois qu'un excédent de moins de 12 euro n'est pas remboursé et reste acquis au Fonds.

Page 20. Art. 9. Valeur d'inventaire. Modification des premier et deuxième alinéas pour leur donner la teneur suivante:

Les comptes de chaque Sous-Fonds seront tenus séparément. La valeur nette d'inventaire sera calculée pour chaque Sous-Fonds en euro. La valeur d'inventaire du Fonds, exprimée en euro, est calculée par les soins de la Banque Dépositaire le mardi de chaque semaine et si le jour de la détermination de la valeur d'inventaire n'est pas un jour ouvrable bancaire au Luxembourg, le calcul de la valeur d'inventaire est reporté au dernier jour ouvrable bancaire précédent, ci-après le «Jour d'Evaluation». La valeur d'inventaire de la Part de chaque Sous-Fonds sera déterminée en divisant les avoirs nets de chaque Sous-Fonds par le nombre total de Parts en circulation de chaque Sous-Fonds. Les avoirs nets de chaque Sous-Fonds correspondent à la différence entre les avoirs et les engagements de chacun des Sous-Fonds.

La consolidation des comptes des Sous-Fonds se fait en euro pour l'établissement du bilan consolidé annuel et semi-annuel, et s'obtient par l'addition des états financiers des Sous-Fonds.

Page 20. Art. 12. Passage d'un Sous-Fonds à un autre. Modification du troisième alinéa pour lui donner la teneur suivante:

Les fractions de Parts résultantes de la conversion ne seront pas émises et les liquidités correspondantes à ces fractions seront versées par la Banque Dépositaire au porteur avec la réserve toutefois que des liquidités de moins de 12 euro seront retenues par le Fonds.

Page 27. Art. 16. Exercice social. Modification du premier et unique alinéa pour lui donner la teneur suivante:

Les comptes des Sous-Fonds et du Fonds sont clôturés au 31 décembre de chaque année.

Cet amendement entrera en vigueur 5 jours après sa publication.

BANQUE DE GESTION EDMOND DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG

Société Anonyme

Administrateur

Administrateur

Signature

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 1998, vol. 515, fol. 66, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(53323/010/86) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 1998.

IBJ ENDEAVOR GLOBAL FUND.

Amendment Agreement to the management regulations (the «Management Regulations») of IBJ ENDEAVOR GLOBAL FUND (the «Fund»)

Between

IBJ FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg (the «Management Company»)

and

THE INDUSTRIAL BANK OF JAPAN (LUXEMBOURG) S.A., 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg (the «Custodian»);

1) It is hereby agreed to amend the Management Regulations of the Fund as follows:

a) In article 4, «The Units», the second paragraph has to be read as follows:

«For the purpose of determining the total assets of the Fund, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in EURO, be converted into EURO. The Management Company may however calculate the net asset value of each class in other currencies.»

b) In Article 9, «Net Asset Value», the second paragraph has to be read as follows:

«The accounts of the Fund shall be expressed in EURO. Where there shall be different Portfolios, and if the Net Asset Values of such Portfolios are expressed in different currencies, such Net Asset Values shall be converted into EURO and added together for the purpose of determination of the consolidated accounts of the Fund. In case assets of a given Portfolio are expressed in currency other than the currency of the Portfolio, these will be translated into the currency of the Portfolio by reference to the latest applicable exchange rates.»

c) In Article 10, the first paragraph after (d) will read as follows:

«The Management Company may also suspend the issue of Units of any class and the switching of Units of other classes into those of any class if the total net assets of the relevant Portfolio are reduced for more than 30 consecutive days to less than 500,000.- EURO (five hundred thousand EURO) or its equivalent in any other currency and would not exceed such amount by virtue of the new subscription and/or switch and where the loss cut limit (the «Loss Cut Limit») as the Management Company determine in respect of a Portfolio is reached.»

d) In Article 11, «Redemption», the paragraph (i) in «Compulsory Redemption, Termination and Amalgamation of Portfolios» will read as follows:

«. . . for a period of 30 consecutive days, for any reason the value at their respective Net Asset Values of all outstanding Units shall be less than 2,500,000.- EURO (two million five hundred thousand EURO) or the Net Asset Value of the assets relating to any Portfolio shall be less than 500,000 EURO (five hundred thousand EURO) or in the case of a Portfolio denominated in a currency other than EURO, the equivalent in that currency of such amount, or . . . »

2) These changes will become effective as provided in Article 15 of the Management Regulations, upon their execution by the Management Company and the Custodian and their registration and deposit.

Done in Luxembourg, on December 14th, 1998.

IBJ FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.

The Management Company

K. Atobe J.-C. Simon

Director

Director

THE INDUSTRIAL BANK OF JAPAN (LUXEMBOURG) S.A.

The Custodian

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 décembre 1998, vol. 515, fol. 27, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(52128/999/47) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 1998.

THIEME FONDS, Investmentfonds.

VERWALTUNGSREGLEMENT

Januar 1999

Art. 1. Der Fonds. Der THIEME FONDS Investmentfonds (im nachfolgenden der «Fonds» genannt) wurde am 31. März 1994 nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg in der Form eines Investmentfonds mit mehreren Teilfonds («fonds commun de placement à compartiments multiples») gemäss Teil I. des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen aufgelegt. Augenblicklich besteht nur der Teilfonds THIEME FONDS INTERNATIONAL. Es handelt sich um ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen aller Anteilhaber, welches von der THIEME ASSET MANAGEMENT S.A., einer Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts, im eigenen Namen, jedoch für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber verwaltet wird.

Die Fondsanteile (im folgenden «Anteile» genannt) werden in Form von Inhabertzertifikaten (im folgenden «Anteile-zertifikate» genannt) ausgegeben.

Die Konsolidierungswährung des Fonds ist seit dem 1. Januar 1999 der EURO.

Das Vermögen der jeweiligen Teilfonds, das von der SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A., als Depotbank (im folgenden «Depotbank» genannt) verwahrt wird, ist von dem Vermögen der Verwaltungsgesellschaft getrennt zu halten.

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt. Die jeweils gültige Fassung, sowie eventuelle Abänderungen desselben sind beim Handelsregister des Bezirksgerichtes Luxemburg hinterlegt und erhältlich sowie im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, dem Amtsblatt des Grossherzogtums Luxemburg (im folgenden «Mémorial» genannt) und im Schweizerischen Handelsamtsblatt veröffentlicht.

Die erste Fassung wurde im Mémorial vom 10 Mai 1994 veröffentlicht.

Durch den Erwerb eines Anteils erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement sowie alle gemäss Artikel 15 ordnungsgemäss genehmigten und veröffentlichten Änderungen desselben an.

Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit beschliessen einen oder mehrere Teilfonds aufzulösen, beziehungsweise einen oder mehrere Teilfonds aufzulegen, unter Voraussetzung einer dementsprechenden Veröffentlichung und Anpassung des Verkaufsprospekts.

Eine Verschmelzung zweier oder mehrerer Teilfonds kann von der Verwaltungsgesellschaft nicht beschlossen werden.

Jeder Teilfonds ist als eigenständige Einheit zu betrachten welche ihr eigenes Vermögen, ihre eigene Gewinne, Verluste, Unkosten, u.s.w. hat. Die Verbindlichkeiten eines bestimmten Teilfonds binden den Fonds insgesamt.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft. Der Fonds wird - vorbehaltlich der Anlagegrenzen in Artikel 5 des Verwaltungsreglements - durch die Verwaltungsgesellschaft im eigenen Namen, jedoch ausschliesslich im Interesse der Anteilhaber der jeweiligen Teilfonds und für deren gemeinschaftliche Rechnung verwaltet.

Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich namentlich, jedoch nicht ausschliesslich, auf den Kauf, den Verkauf, die Zeichnung, den Umtausch und die Übertragung von Papieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten und auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds zusammen-

hängen. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagegrenzen (wie in Artikel 5 des Verwaltungsreglements beschrieben) fest. Sie kann sich dabei von einem Anlageberater unterstützen lassen. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder und/oder sonstige juristische oder natürliche Personen mit der täglichen Ausführung der Anlagepolitik und mit der laufenden Geschäftsführung betrauen. Zudem darf der Verwaltungsrat einen beratenden Anlageausschuss ernennen.

Art. 3. Die Depotbank, Transferagentur- und Domizilierungsstelle. Als Depotbank, Transferagentur- und Domizilierungsstelle ist gemäss Vertrag vom 30. Dezember 1998 die SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A. mit Sitz in L-2520 Luxemburg, 31, allée Scheffer.

Alle Wertpapiere, flüssigen Mittel, und andere gesetzlich zulässigen Vermögenswerte, welche das Vermögen des Fonds darstellen, werden von der Depotbank für die Anteilinhaber des Fonds in gesonderten Konten («Sperrkonten») oder Depots («Sperrdepots») verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Verwaltungsreglements verfügt werden darf.

Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit dem Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Wertpapieren des Fonds beauftragen, sofern die Wertpapiere an ausländischen Börsen zugelassen sind oder gehandelt werden.

Die Depotbank wird entsprechend den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Verwaltungsreglement, dem Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt und dem Gesetz:

- Anteile der jeweiligen Unterfonds auf die Zeichner gemäss Artikel 6 des Verwaltungsreglements übertragen;
- aus den Sperrkonten den Kaufpreis für Wertpapiere, Bezugs- oder Zuteilungsrechte, Optionen, sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte und Devisenkurssicherungsgeschäfte zahlen, die für den jeweiligen Teilfonds erworben bzw. getätigt worden sind;
- Wertpapiere, Bezugs- oder Zuteilungsrechte sowie sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte und Optionen, die für den Fonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern bzw. übertragen;
- den Rücknahmepreis gemäss Artikel 11 des Verwaltungsreglements gegen Empfang der entsprechenden Anteilertifikate auszahlen;

Die Depotbank wird dafür sorgen, dass:

- alle Vermögenswerte der Teilfonds unverzüglich auf deren Sperrkonten bzw. Sperrdepots eingehen sowie eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich der Verkaufsprovision und evtl. Steuern und Abgaben unverzüglich auf den Sperrkonten des Fonds verbucht werden;
- der Verkauf, die Ausgabe, die Rücknahme, die Auszahlung und die Entwertung der Anteile, die für Rechnung der Teilfonds durch die Verwaltungsgesellschaft vorgenommen werden, den gesetzlichen Vorschriften und dem Verwaltungsreglement gemäss erfolgen;
- die Berechnung des Inventarwertes und des Wertes der Anteile den gesetzlichen Vorschriften und dem Verwaltungsreglement gemäss erfolgt;
- börsennotierte Wertpapiere, Bezugs- oder Zuteilungsrechte - mit Ausnahme jener die aus Termingeschäften resultieren - höchstens zum Tageskurs gekauft und mindestens zum Tageskurs verkauft werden, sowie nicht an einer Börse notierte Wertpapiere und Optionen zu einem Preis gekauft bzw. verkauft werden, der nicht in einem offensichtlichen Mißverhältnis zu ihrem tatsächlichen Wert steht;
- bei allen Geschäften, die sich auf die jeweiligen Teilfondsvermögen beziehen, der Gegenwert bei ihr eingeht;
- die Erträge des Fondsvermögens gemäss den gesetzlichen Vorschriften und dem Verwaltungsreglement verwendet werden;
- die gesetzlichen und vertraglichen Beschränkungen bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen sowie bezüglich der Devisenkurssicherungsgeschäfte eingehalten werden.

Die Depotbank oder die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von sechs Monaten zu kündigen. Eine Kündigung durch die Verwaltungsgesellschaft wird wirksam, wenn eine von der zuständigen Aufsichtsbehörde genehmigte Bank die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäss dem Verwaltungsreglement übernimmt. Falls eine Kündigung durch die Depotbank erfolgt, wird die Verwaltungsgesellschaft eine neue Depotbank ernennen, welche die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß dem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilinhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß dem Verwaltungsreglement vollumfänglich nachkommen.

Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den Sperrkonten maximal die in diesem Verwaltungsreglement festgesetzte Vergütung.

Die Depotbank entnimmt den Sperrkonten nur mit Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft die ihr gemäss diesem Verwaltungsreglement zustehende Vergütung.

Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

- Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
- gegen Vollstreckungsmassnahmen von Dritten Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

Art. 4. Hauptverwaltung. Die Hauptverwaltung für den Fonds befindet sich in Luxemburg. Dies beinhaltet u.a.:

- a) die Buchhaltung der jeweiligen Teilfonds wird in Luxemburg geführt und die dazu notwendigen Unterlagen sind in Luxemburg verfügbar;
- b) der Inventarwert wird in Luxemburg errechnet;

- c) die Ausgabe, Umwandlung und Rücknahme der Anteile erfolgt in Luxemburg;
- d) der Verkaufsprospekt, die Rechenschaftsberichte sowie alle anderen für die Anteilhaber bestimmten Unterlagen werden in Zusammenarbeit mit der Hauptverwaltung in Luxemburg erstellt;
- e) die Korrespondenz, der Versand der Rechenschaftsberichte und alle anderen für die Anteilhaber bestimmten Unterlagen erfolgen von Luxemburg aus.

Art. 5. Anlagepolitik und Anlagegrenzen. Allgemeines

Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt die Anlagepolitik des Fonds. Sie kann dabei von einem Anlageberater unterstützt werden.

Hauptziele der Anlagepolitik sind Kapitalwachstum und Erwirtschaftung einer angemessenen Rendite unter Beachtung wirtschaftlicher und politischer Risiken sowie eines eventuellen Währungsrisikos.

Das Wertpapiervermögen setzt sich zusammen aus Aktien, Anleihen, Wandelanleihen, Optionsanleihen, Genuss- und Optionsscheinen sowie der unter 2b) dieses Verwaltungsreglementes angegebenen Anlagegrenzen wertpapiermässig verbrieften Rechten. Beim Erwerb von Aktien und Anleihen bestehen keine Beschränkungen in geographischer und branchenmässiger Hinsicht. Daneben darf der Fonds liquide Mittel halten; obschon eine prozentuale Beschränkung im Verwaltungsreglement nicht vorgesehen ist, dürfen diese Barbestände nur akzessorischen Charakter besitzen.

1) Die Teilfondsvermögen werden demnach investiert in:

a) Wertpapiere, die an Wertpapierbörsen oder an anderen geregelten, anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäss funktionierenden Märkten eines Mitgliedstaates der Europäischen Union (nachfolgend «EU-Mitgliedstaat» genannt) amtlich notiert bzw. gehandelt werden;

b) Wertpapiere, die an Wertpapierbörsen oder an anderen geregelten, anerkannten, für das Publikum offen und ordnungsgemäss funktionierenden Märkten innerhalb eines anderen Mitgliedstaates der Organisation für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (nachfolgend «OECD-Mitgliedstaat» genannt), eines Mitgliedstaates der Vereinigung der Süd-Ost Asiatischen Nationen («ASEAN»), Hong Kong, Süd-Korea oder China amtlich notiert bzw. gehandelt werden;

c) Wertpapiere aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer unter a) oder b) genannten Wertpapierbörse oder an einem dort genannten anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäss funktionierenden geregelten Markt, beantragt wird, und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

2) Ferner darf die Verwaltungsgesellschaft für die jeweiligen Teilfonds:

a) bis zu 10 % des Netto-Teilfondsvermögens in anderen Wertpapieren als solchen, die im vorhergehenden Absatz 1) unter a) bis c) aufgezählt sind, anlegen;

b) bis zu 10 % des Netto-Teilfondsvermögens in verbrieften Rechten, z.B. Geldmarktpapieren, anlegen, welche ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt werden können (insbesondere durch ihre Übertragbarkeit, Veräusserbarkeit und periodische Bewertbarkeit) und deren Restlaufzeit 12 Monate überschreitet;

In den hier unter a) und b) genannten Werten dürfen jedoch zusammen höchstens 10% des Netto-Teilfondsvermögens angelegt werden;

c) sich nach Massgabe der Anlagegrenzen der Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern das Einsetzen dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht, sowie im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens Techniken und Instrumente zur Deckung von Währungsrisiken nutzen;

d) neben den Wertpapieren und sonstigen gleichgestellten Vermögenswerten flüssige Mittel in einer normal frei konvertiblen Währung halten oder als Festgelder anlegen. Geldmarktpapiere mit einer Restlaufzeit von 12 Monaten oder weniger werden zu diesem Zweck als flüssige Mittel angesehen.

3) Dagegen darf die Verwaltungsgesellschaft für die jeweiligen Teilfonds nicht:

a) in Wertpapieren ein und desselben Emittenten über die nachfolgenden Grenzen des Netto-Teilfondsvermögens hinaus anlegen:

1) Mehr als 10 % des Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren ein und desselben Emittenten anlegen, wobei der Gesamtwert der Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapiere jeweils mehr als 5 % des Netto-Teilfondsvermögens angelegt sind, 40 % des Wertes des Netto-Teilfondsvermögens nicht übersteigen darf.

2) Die oben angegebene Grenze von 10 % kann auf 25 % angehoben werden bezüglich der Schuldverschreibungen, die von einem Kreditinstitut ausgegeben werden, welches seinen Sitz in einem EU-Mitgliedstaat hat und einer gesetzlichen, die Schuldverschreibungsinhaber besonders schützenden öffentlichen Aufsicht unterliegt. Insbesondere müssen die aus dieser Emission stammenden Summen entsprechend dem Gesetz in Vermögen angelegt werden, das während der gesamten Laufzeit der Wertpapiere die sich daraus ergebenden Verpflichtungen deckt und das im Konkursfall des Emittenten durch Vorrecht zur Rückzahlung des Kapitals und zur Zahlung der aufgelaufenen Zinsen verwendet wird. Jedoch darf der Gesamtwert der Schuldverschreibungen solcher Emittenten, in deren Schuldverschreibungen mehr als 5 % des Netto-Teilfondsvermögens angelegt sind, 80 % des Netto-Teilfondsvermögens nicht übersteigen.

3) Die oben angegebene Grenze von 10 % kann auf 35 % angehoben werden, wenn die Wertpapiere von einem EU-Mitgliedstaat oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Organismen öffentlichen Charakters, denen mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert werden.

4) Die unter 2) und 3) genannten Wertpapiere werden für die Berechnung der unter 1) angegebenen 40 % Grenze nicht in Betracht gezogen.

5) Die unter 1), 2) und 3) vorgesehenen Grenzen dürfen nicht kumuliert werden, folglich dürfen die Anlagen in Wertpapieren ein und desselben Emittenten insgesamt 35% des Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten.

6) Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100 % des Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anzulegen, die von einem EU-Mitgliedstaat oder seinen

Gebietskörperschaften, von einem OECD-Mitgliedstaat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens 6 verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30 % des Gesamtbetrages des Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

- b) in von der Verwaltungsgesellschaft selbst emittierte Wertpapiere investieren;
- c) Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge eintreten;
- d) irgendwelche Vermögenswerte verpfänden oder sonst belasten, zur Sicherung übereignen oder zur Sicherung abtreten;
- e) Kredite aufnehmen, es sei denn in besonderen Fällen für kurze Zeit bis zur Höhe von 10% des Netto-Teilfondsvermögens;
- f) Leerverkäufe von Wertpapieren tätigen. Jedoch darf die Verwaltungsgesellschaft Kaufoptionen auf Wertpapiere verkaufen, die zum Zeitpunkt des Verkaufs der Optionen nicht zum Teilfondsvermögen gehören;
- g) Waren oder Warenkontrakte erwerben oder verkaufen;
- h) Edelmetalle oder Edelmetallzertifikate erwerben;
- i) in Immobilien anlegen;
- j) Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA) des offenen Typs erwerben, es sei denn, sie sind als Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren gemäß der Richtlinie des Rates vom 20 Dezember 1985 (85/611 EWG) über die Harmonisierung der gesetzlichen Bestimmungen und Verwaltungsvorschriften für bestimmte Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren anzusehen. Desweiteren unterliegen diese Anlagen folgenden Einschränkungen:

- 1) Es dürfen nicht mehr als 5 % des Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen solcher OGA angelegt werden.
- 2) Der Erwerb von Anteilen eines Investmentfonds, der von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder von irgendeiner anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der die Verwaltungsgesellschaft im Rahmen einer gemeinsamen Verwaltung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, ist nur dann gestattet, wenn dieser Investmentfonds sich in seinen Gründungsdokumenten auf die Anlage in einem besonderen geographischen oder wirtschaftlichen Bereich spezialisiert hat.
- 3) Bei den unter Ziffer 2) bezeichneten Geschäften darf die Verwaltungsgesellschaft keine Gebühren und Kosten berechnen.
- 4) Ziffer 2) ist entsprechend anwendbar auf Anlagen in Aktien einer Investmentgesellschaft, zu der die Verwaltungsgesellschaft Verbindungen besitzt.
- 4) Dagegen darf die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds insgesamt:
 - a) keine Aktien erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es ermöglicht, einen nennenswerten Einfluß auf die Geschäftsführung des Emittenten auszuüben sowie mehr als 10 % der stimmrechtlosen Aktien ein und desselben Emittenten erwerben;
 - b) nicht voll eingezahlte Aktien erwerben, es sei denn, der Gesamtwert der ausstehenden Einlagen übersteigt nicht den zwanzigsten Teil des Netto-Teilfondsvermögens; diese ausstehenden Einlagen werden zusammen mit den Krediten auf die unter h) vorgesehene Höchstgrenze mit angerechnet; in diesem Fall muß eine Liquiditätsvorsorge zur späteren vollen Einzahlung solcher Wertpapiere gebildet werden;
 - c) nicht mehr als 10 % der Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten erwerben.

Die unter a) und c) angeführten Grenzen sind nicht anzuwenden auf Wertpapiere, die von einem EU-Mitgliedstaat oder dessen Gebietskörperschaften begeben oder garantiert werden, die von einem Drittstaat begeben oder garantiert werden oder die von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, denen mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört.

Werden die oben genannten Anlagegrenzen unbeabsichtigt oder in Folge der Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so hat die Verwaltungsgesellschaft bei ihren Verkäufen als vorrangiges Ziel die Normalisierung der Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber anzustreben.

Die Verwaltungsgesellschaft kann geeignete Dispositionen treffen und mit Einverständnis der Depotbank Änderungen der Anlagegrenzen und andere Teile des Verwaltungsreglements vornehmen sowie weitere Anlagegrenzen aufnehmen, die erforderlich sind, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden bzw. vertrieben werden sollen.

THIEME FONDS INTERNATIONAL

Das Wertpapiervermögen dieses Teilfonds, welcher auf EUR lautet und ebenfalls in DEM sowie in USD ausgedrückt ist, setzt sich zusammen aus Aktien, Anleihen, Wandelanleihen, Optionsanleihen, wertpapiermäßig verbrieften Rechten sowie sonstigen festverzinslichen oder variabelverzinslichen Wertpapieren. Nebenbei können auch Genuß- und Optionsscheine erworben werden.

Art. 6. Ausgabe von Anteilen. Jede natürliche oder juristische Person kann vorbehaltlich Artikel 7 dieses Verwaltungsreglements durch Zeichnung und Zahlung des Ausgabepreises, zuzüglich einer eventuellen Verkaufsprovision von maximal 5 % Anteile erwerben.

Der Anteilzeichner hat als Kaufpreis einen Betrag (den «Ausgabepreis») zu zahlen, der dem Inventarwert der Anteile gemäß Artikel 9 des Verwaltungsreglements des entsprechenden Bewertungstages, zuzüglich einer zugunsten der Vertriebsstelle erhobenen Verkaufsprovision von bis zu 5 % davon, entspricht. Dieser Ausgabepreis ist in der Währung des entsprechenden Teilfonds zahlbar innerhalb von vier Bankarbeitstagen, beginnend mit dem entsprechenden Bewertungstag.

Zeichnungsanträge, welche bis spätestens 18.00 Uhr (Luxemburger Zeit) am Vortage eines Bewertungstages (wie in Artikel 9 des Verwaltungsreglements definiert) bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis

preis des nächstfolgenden Bewertungstages abgerechnet. Zeichnungsanträge, welche nach 18.00 Uhr (Luxemburger Zeit) am Vortage eines Bewertungstages eingehen, werden zum Ausgabepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bis der Depotbank zugeteilt und durch Übergabe von Anteilsertifikaten gemäß Artikel 8 des Verwaltungsreglements in entsprechender Höhe übertragen.

Die Zeichnungen werden in EUR, DEM und USD entgegen genommen und gegebenenfalls mit Valuta des Tages der Gutschrift im Fonds in EUR gewechselt und dem Kunden belastet.

Investmentplan

Die Anteile des Fonds können auch im Rahmen eines Investmentplans erworben und veräußert werden. Der Teilnehmer an einem solchen Plan geht keinerlei Verpflichtungen hinsichtlich der Dauer und der Höhe der regelmäßigen, gelegentlichen oder sogar einmaligen Einzahlung/Auszahlung ein. Die eingezahlten Summen werden in Anteilen des Fonds investiert. Die üblichen Zeichnungs- und Rückkaufgebühren, die in diesem Verwaltungsreglement beschrieben sind, werden angewandt.

Verkaufsprovisionen werden nur auf die tatsächlich geleisteten Bezahlungen angewandt.

Der Erwerb von Fondsanteilen im Rahmen eines Investmentplans ist in der Schweiz nicht möglich.

Art. 7. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, wenn es sich bei den Käufern um natürliche oder juristische Personen handelt, die in bestimmten Ländern oder Gebieten wohnhaft oder eingetragen sind. Die Verwaltungsgesellschaft kann auch natürliche oder juristische Personen vom Erwerb von Anteilen ausschließen, falls eine solche Maßnahme zum Schutz der Anteilinhaber oder des Fonds notwendig werden sollte.

Weiterhin kann die Verwaltungsgesellschaft:

- a) aus eigenem Ermessen jeden Zeichnungsantrag auf Erwerb von Anteilen zurückweisen;
- b) jederzeit Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, die von Anteilinhabern gehalten werden, welche vom Erwerb oder Besitz von Anteilen ausgeschlossen sind.

Eingehende Zahlungen auf nicht umgehend ausgeführte Zeichnungsanträge werden von der Depotbank ohne Zinsen unverzüglich zurückgezahlt.

Art. 8. Anteilsertifikate. Die Verwaltungsgesellschaft stellt Anteilsertifikate, die auf den Inhaber lauten über jede von der Verwaltungsgesellschaft bestimmte Anzahl von Anteilen aus. Jedes Anteilsertifikat trägt die handschriftlichen oder vervielfältigten Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. Die Verwaltungsgesellschaft kann im Interesse der Anteilinhaber die Anteilsertifikate aufteilen oder zu größeren Stückelungen zusammenfassen. Die Zertifikate sind ausgegeben in Stückelungen von 100, 500 und 1000 Anteilen.

Art. 9. Berechnung des Inventarwertes. Das Netto-Teilfondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

1) Wertpapiere, die an einer Börse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Wenn ein Wertpapier an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte verfügbare Kurs an jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

2) Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten, anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden Markt gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

3) Falls diese jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind, werden diese Wertpapiere ebenso wie alle sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt.

4) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich anteiliger Zinsen bewertet.

5) Die auf Wertpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen, soweit sie sich nicht im Kurswert ausdrücken.

6) Die in einer anderen Währung als der der betreffenden Teilfonds ausgedrückten Werte, werden zum letzten bekannten Devisenmittelkurs umgerechnet.

7) Wenn der Fonds eine Verbindlichkeit hat die mit einem Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds oder mit einem Geschäft im Zusammenhang steht, das im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds getätigt worden ist, wird diese Verbindlichkeit diesem Teilfonds zugeordnet.

8) Falls ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit des Fonds keinem Teilfonds zuzuordnen ist, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Teilfonds im Verhältnis der Nettowerte der für die verschiedenen Teilfonds ausgegebenen Anteile zugeordnet.

Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht werden lassen, ist die Verwaltungsgesellschaft zeitweilig ermächtigt, andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

Zum Zwecke der Konsolidierung wird das Reinvermögen der verschiedenen Teilfonds, wenn es nicht in EUR ausgedrückt ist, in EUR umgerechnet. Das Fondsvermögen ist gleich dem gesamten Reinvermögen aller Teilfonds.

1) THIEME FONDS INTERNATIONAL

Der Anteilwert (auch Inventarwert genannt) lautet auf EUR und ist ebenfalls in DEM und USD ausgedrückt. Er wird von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr in Luxemburg Beauftragten, unter Aufsicht der Depotbank, an jedem Bankarbeitstag in Luxemburg (dem «Bewertungstag») berechnet.

Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Netto-Teilfondsvermögens (Teilfondsvermögen abzüglich Verbindlichkeiten) durch die Zahl der sich zum Zeitpunkt der jeweiligen Berechnung im Umlauf befindlichen Anteile des jeweiligen Teilfonds.

Art. 10. Einstellung der Berechnung sowie der Ausgabe, Umwandlung und Rücknahme von Anteilen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Inventarwertes sowie die Ausgabe, Umwandlung und Rücknahme von Anteilen zeitweilig einzustellen:

1) während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer geregelter, anerkannter, dem Publikum offener und ordnungsgemäß funktionierender Markt, wo ein wesentlicher Teil der Papiere des Fonds notiert ist, oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse oder auf diesem Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

2) in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte des Fonds nicht verfügen kann oder es für dieselbe unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Inventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

Die Verwaltungsgesellschaft wird Aussetzung bzw. Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung unverzüglich allen Anteilinhabern mitteilen, die Anteile zum Rückkauf angeboten haben. Zusätzlich erfolgt diese Mitteilung durch Veröffentlichung einer entsprechenden Nachricht in drei Tageszeitungen, wovon eine in Luxemburg herausgegeben werden muß und eine die Neue Zürcher Zeitung sein muß.

Art. 11. Rücknahme und Umwandlung von Anteilen. Rücknahme von Anteilen

Anteilinhaber können jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile beantragen.

Es wird keine Rücknahmegebühr erhoben.

Rücknahmeanträge, welche bis spätestens 18.00 Uhr (Luxemburger Zeit) am Vortage eines Bewertungstages bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden zum Inventarwert (wie in Artikel 9 des Verwaltungsreglements bestimmt) des nächstfolgenden Bewertungstages abgerechnet. Rücknahmeanträge, welche nach 18.00 Uhr (Luxemburger Zeit) am Vortage eines Bewertungstages eingehen, werden zum Inventarwert des übernächsten Bewertungstages abgerechnet.

Die Zahlung des Rücknahmepreises durch die Depotbank erfolgt spätestens innerhalb von vier Bankarbeitstagen, beginnend mit dem entsprechenden Bewertungstag, jedoch nur gegen Übergabe der Anteilzertifikate. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Zustimmung durch die Depotbank berechtigt, umfangreiche Rücknahmen welche nicht aus liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des jeweiligen Unterfonds befriedigt werden können erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden. In diesem Falle erfolgt die Rücknahme gemäß den Bestimmungen des Artikels 9 des Verwaltungsreglements zum dann geltenden Inventarwert.

Die Verwaltungsgesellschaft achtet aber darauf, daß das Fondsvermögen ausreichende flüssige Mittel umfaßt, damit eine Rücknahme von Anteilen unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

Die Rücknahmen werden in EUR, DEM oder USD ausgezahlt und gegebenenfalls mit Valuta des Tages der Belastung des Fonds in DEM oder in USD umgewechselt und dem Kunden gutgeschrieben.

Die Anteilinhaber werden von der Verwaltungsgesellschaft über diese Maßnahme in Kenntnis gesetzt.

Der Rücknahmepreis wird in der Währung des entsprechenden Unterfonds vergütet.

Mit der Auszahlung des Rücknahmepreises erlischt der entsprechende Anteil.

Umwandlung von Anteilen

Der Anteilinhaber, der mit allen oder mit einem Teil seiner Anteile von einem Teilfonds in einen anderen wechseln möchte, kann dies jederzeit schriftlich beantragen. Das erforderliche Verfahren ist dasselbe wie das für die Rücknahme, und dem Antrag sind die alten Anteilzertifikate sowie die Angaben beizufügen, die notwendig sind, damit die Zahlung des sich eventuell aus der Umwandlung ergebenden Restbetrags erfolgen kann.

Die Rücknahme und die Ausgabe sowie die Umwandlung von Anteilen können nur am Tage der Ermittlung des Inventarwerts erfolgen.

Auf keinen Fall werden sich aus dem Übergang ergebende Bruchteile von Anteilen zugeteilt. Die diesen Bruchteilen entsprechenden Barbeträge werden den Anteilinhabern erstattet, die den Übergang beantragt haben.

Die Listen für Umtauschanträge werden um 18.00 Uhr (Luxemburger Zeit) am Bankarbeitstag, der dem Bewertungstag vorausgeht, geschlossen.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft des Fonds kann für die Depotbank, Transferagentur- und Domizilierungsstelle 0,5 % erheben, die auf den Wert der durch die Umwandlung empfangenen Anteile zu erheben ist.

Art. 12. Ausgaben des Fonds. Der Fonds trägt folgende Kosten:

- die «taxe d'abonnement» und alle sonstigen Steuern, die möglicherweise auf das Vermögen, die Erträge und die Aufwendungen des Fonds zu zahlen sind,

- übliche Courtage- und Bankgebühren, insbesondere Effektenprovisionen, die für Geschäfte mit Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten des Fonds sowie mit Währungs- und Wertpapierkurssicherungsgeschäften anfallen,

- das Entgelt für die Verwaltungsgesellschaft, welches monatlich nachträglich auf das monatsdurchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen zu berechnen und auszuzahlen ist, beläuft sich auf mindestens 1,0 % pro Jahr und auf maximal 3,0 % pro Jahr. Dieser Satz kann vom Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft jeweils am 31. März, 30. Juni, 31. September und 31. Dezember eines jeden Jahres in bezug auf die Wertentwicklung der Teilfonds basierend auf dem Netto-Inventarwert angepasst werden. Bei Auflegung des Fonds beläuft sich das Entgelt auf den Basissatz von 1,0%,

- ein Entgelt welches vierteljährlich auf das durchschnittliche Fondsvermögen berechnet und zu Gunsten der Sal. Oppenheim jr. & Cie. Luxemburg S.A., in ihrer Funktion als Domizilierungs-, Depot- und Transferagenturstelle ausbezahlt wird,

- die von der SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A. verauslagten Fremdspesen und die ihre zustehenden außergewöhnlichen Bearbeitungsgebühren,
- Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn diese im Interesse der Anteilinhaber handeln,
- sämtliche Druckkosten für Anteilzertifikate,
- die Honorare der Wirtschaftsprüfer des Fonds,
- die Kosten der Erstellung sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung des Verwaltungsreglements sowie anderer Dokumente, die den Fonds betreffen, einschließlich Anmeldungen zur Registrierung, Verkaufsprospekte oder schriftlichen Erläuterungen bei sämtlichen Registrierungsbehörden und Börsen (einschließlich örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), welche im Zusammenhang mit dem Fonds oder dem Anbieten der Anteile vorgenommen werden müssen,
- die Druck- und Vertriebskosten der Jahres- und Halbjahresberichte für die Anteilinhaber in allen notwendigen Sprachen sowie Druck- und Vertriebskosten von sämtlichen weiteren Berichten und Dokumenten,
- die Kosten der für die Anteilinhaber bestimmten Veröffentlichungen,
- sämtliche Verwaltungsgebühren,
- die Kosten und Aufwendungen im Zusammenhang mit der Gründung des Fonds, mit der Erstellung und Veröffentlichung des vorliegenden Prospekts und dem Druck und der Zulassung der Anteile des Fonds zur eventuellen amtlichen Notierung an der Börse von Luxemburg, die auf 100.000 DEM oder deren Gegenwert in EUR geschätzt werden, werden zum Schluß jedes Geschäftsjahres der Gesellschaft anteilig auf das Vermögen der verschiedenen Unterfonds des Gesellschaftsvermögens umgelegt und über die ersten fünf Geschäftsjahre abgeschrieben.

Die SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A. hat in ihrer Funktion als Domizilierungs-, Depot- und Transferagenturstelle gegen das Fondsvermögen Anspruch auf das mit der Verwaltungsgesellschaft vereinbarte Entgelt, welches in Höhe von 0,1 % vierteljährlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen berechnet und ausgezahlt wird. Die SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A. hat darüber hinaus Anspruch auf Ersatz der von ihr verauslagten Fremdspesen und außergewöhnlichen Bearbeitungsgebühren.

Ausgenommen sind Kosten für Werbung und andere Kosten, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten und Verkauf von Anteilen anfallen.

Alle Kosten und Entgelte werden zuerst den laufenden Erträgen angerechnet, dann den Netto-Kapitalgewinnen und zuletzt dem Fondsvermögen.

Sämtliche Gebühren des Anlageberaters sowie die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrates der Verwaltungsgesellschaft gehen ausschließlich zu Lasten der Verwaltungsgesellschaft.

Art. 13. Rechnungsjahr und Revision. Das Rechnungsjahr des Fonds endet jährlich am 31. Dezember. Das erste Rechnungsjahr erstreckt sich vom Gründungsdatum bis zum 31. Dezember 1994. Die Bücher und Abschlüsse der Verwaltungsgesellschaft und das Fondsvermögen werden durch einen unabhängigen, in Luxemburg zugelassenen Wirtschaftsprüfer geprüft und testiert, der von der Verwaltungsgesellschaft bestellt wird.

Art. 14. Ausschüttungen. 1) THIEME FONDS INTERNATIONAL

Bei diesem Unterfonds ist keine Ausschüttung vorgesehen und alle Erträge werden automatisch wieder angelegt.

Art. 15. Änderungen des Verwaltungsreglements. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank dieses Verwaltungsreglement nach pflichtgemäßem Ermessen unter Wahrung der Interessen der Anteilinhaber jederzeit ganz oder teilweise ändern.

Jegliche Änderungen des Verwaltungsreglements werden im «Mémorial» veröffentlicht und treten sieben Tage nach der Veröffentlichung in Kraft. Die Verwaltungsgesellschaft kann weitere Veröffentlichungen analog Artikel 16 Absatz 1 des Verwaltungsreglements veranlassen.

Art. 16. Veröffentlichungen. Der Ausgabepreis, sowie der Rücknahmepreis sind jeweils bei der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank verfügbar. Dasselbe gilt für Ausschüttungsanzeigen oder sonstige für die Anteilinhaber bestimmte Informationen.

Die jährlichen geprüften Rechenschaftsberichte werden den Anteilhabern innerhalb von 4 Monaten nach Abschluß des Geschäftsjahres des Fonds am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank zur Verfügung gestellt. Der Geschäftsbericht beinhaltet die Berichterstattung über den Fonds insgesamt und über die einzelnen Teilfonds. Nicht geprüfte Halbjahresberichte werden innerhalb von 2 Monaten nach Ende der Periode, auf welche sie sich beziehen, in entsprechender Form zur Verfügung gestellt.

Sonstige Informationen über den Fonds oder die Verwaltungsgesellschaft sowie der Ausgabe- und Rücknahmepreis der Anteile werden an jedem Bankarbeitstag bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, sowie den Vertriebs- und Zahlstellen bereitgehalten und, falls gesetzlich erforderlich oder von der Verwaltungsgesellschaft so bestimmt, in jeweils einer oder mehreren Zeitungen veröffentlicht. Dasselbe gilt für sonstige, für die Anteilinhaber bestimmte Informationen. In der Schweiz müssen diese Veröffentlichungen mindestens in der Neuen Zürcher Zeitung erscheinen.

Weiterhin liegen die Satzung der Verwaltungsgesellschaft und das Verwaltungsreglement sowie der Domizilierungs-, Depotbank und Transferagenturvertrag in der jeweils gültigen Fassung am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, sowie bei den Vertriebs- und Zahlstellen während den normalen Geschäftszeiten zur Verfügung der Anteilinhaber und solcher, die es werden wollen vor.

Die Anteile können an der Luxemburger Börse notiert werden. Der Kurs je Anteil wird dann börsentäglich in Luxemburg in der «Cote Officielle de la Bourse de Luxembourg» veröffentlicht.

Art. 17. Dauer des Fonds und Auflösung. Der Fonds ist weder zeitlich noch betragsmäßig begrenzt. Anteilinhaber, deren Erben oder Rechtsnachfolger, können unter keinen Umständen die Aufteilung und/oder Auflösung des Fonds verlangen. Die Verwaltungsgesellschaft kann jedoch den Fonds respektive einen oder mehrere Teilfonds jederzeit

kündigen und auflösen. Die Auflösung wird entsprechend den gesetzlichen Vorschriften im Mémorial und im Schweizerischen Handelsamtsblatt veröffentlicht. Ferner wird die Auflösung in drei Tageszeitungen, davon einer in Luxemburg herausgegebenen, der Neuen Zürcher Zeitung und einer vom Verwaltungsrat ausgewählten, veröffentlicht.

Der Fonds befindet sich in Liquidation:

a) im Falle der Einstellung der Tätigkeit der Verwaltungsgesellschaft oder der Verwahrstelle gemäß Artikel 20. Buchstaben b), c), d) und e) des Gesetzes vom 30. März 1988, wenn sie nicht innerhalb von zwei Monaten ersetzt worden ist;

b) im Falle des Konkurses der Verwaltungsgesellschaft;

c) wenn das Nettovermögen des Fonds mehr als 6 Monate lang unter ein Viertel des gesetzlichen Mindestbetrages gemäß Artikel 22 des Gesetzes vom 30. März 1988 gesunken ist;

d) in allen anderen in den Verwaltungsbestimmungen vorgesehenen Fällen.

Der Beschluß zur Abwicklung eines oder mehrer Teilfonds, unter Voraussetzung einer dementsprechenden Anpassung des Verkaufsprospekts, kann vom Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft unter anderem wegen folgenden Bedingungen gefasst werden:

- falls eine Änderung der politischen und wirtschaftlichen Lage eines oder mehrerer Länder in denen der Fonds seine Gelder angelegt hat, eintritt,
- falls das Nettovermögen eines Teilfonds unter 20.000.000,- LUF oder deren Gegenwert in einer anderen Währung fällt.

Die Veröffentlichung der die Liquidation auslösenden Tatsache wird unverzüglich von der Verwaltungsgesellschaft oder der Verwahrstelle veranlaßt. Sollten sie dies versäumen, sorgt die Aufsichtsbehörde für die Veröffentlichung zu Lasten des Fonds. Diese Veröffentlichung erfolgt durch Anzeige im Mémorial, im Schweizerischen Handelsblatt und in mindestens drei Zeitungen mit entsprechender Verbreitung, wovon mindestens eine eine luxemburgische Zeitung und eine die Neue Zürcher Zeitung sein müssen.

Mit Eintritt der die Liquidation des Fonds auslösenden Tatsache sind Ausgabe, Umwandlung und Rücknahme von Anteilen bei Strafe der Nichtigkeit untersagt.

Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und -honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von ihr oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter die Anteilinhaber im Verhältnis ihrer jeweiligen Anteile verteilen. Liquidationserlöse, die zum Abschluß des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern nicht eingefordert worden sind, werden, soweit dann gesetzlich notwendig, in Luxemburger Franken umgerechnet und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilinhaber nach Abschluß des Liquidationsverfahrens bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt. Diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

Art. 18. Verjährung. Forderungen der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank verjähren 5 Jahre nach Entstehung des Anspruchs. Unberührt bleiben die in Artikel 17 enthaltenen Regelungen.

Art. 19. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache. Dieses Verwaltungsreglement unterliegt dem Recht des Großherzogtums Luxemburg. Es ist bei dem Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des sachlich zuständigen Gerichts der Stadt Luxemburg.

Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht eines jeden Landes zu unterwerfen, in dem Anteile öffentlich vertrieben werden, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind, und im Hinblick auf Angelegenheiten die sich auf Zeichnung, Rücknahme und Umwandlung der Anteile beziehen.

Verantwortlich für den Inhalt: THIEME ASSET MANAGEMENT S.A., Luxemburg	
<i>Die Depotbank</i>	THIEME ASSET MANAGEMENT S.A.
BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT	LUXEMBOURG
LUXEMBOURG	J.-C. Finck R. Kirsch
N. Nickels J. Fell	

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 1998, vol. 515, fol. 66, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(53321/000/489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 1998.

PISKOL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 23.147.

Extrait de la résolution prise lors de la réunion du Conseil d'Administration du 10 août 1998

Le domicile de la société est transféré au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

Certifié sincère et conforme
PISKOL S.A.

F. Mesenburg	F. Stamet
Administrateur	Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 1998, vol. 513, fol. 36, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44834/795/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

SOCIETE DE GESTION DU ROMINVEST INTERNATIONAL FUND, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 9.197.

Suite à l'avènement de l'EURO, la Société de Gestion, en accord avec la Banque Dépositaire, a décidé ce qui suit, avec effet au 4 janvier 1999:

1. Modifier la dénomination des compartiments B, C, D, E, S et T en respectivement ROMINVEST INTERNATIONAL FUND - EURO Short Term, ROMINVEST INTERNATIONAL FUND - EURO Bonds, ROMINVEST INTERNATIONAL FUND - German Bonds, ROMINVEST INTERNATIONAL FUND - German Short Term, ROMINVEST INTERNATIONAL FUND - Pacific Short Term, ROMINVEST INTERNATIONAL FUND - Pacific Bonds.

2. Apporter les actifs nets des compartiments V et Z respectivement aux compartiments B et C.

3. Libeller en EURO la devise d'expression actuelle de la valeur nette d'inventaire des compartiments A, B, C, D, E, F, G, H, I et U.

4. Créer les compartiments J, K, W et X respectivement dénommés ROMINVEST INTERNATIONAL FUND - Swiss Index, libellée en CHF; ROMINVEST INTERNATIONAL FUND - Euro Corporate Bonds, libellée en EURO; ROMINVEST INTERNATIONAL FUND - North America Corporate Bonds, libellée en USD; ROMINVEST INTERNATIONAL FUND - Emerging Markets Bonds, libellée en USD.

Elle a, en outre, décidé de fixer au 31 décembre de chaque année la clôture de l'exercice, le présent exercice s'étendant sur une période de 3 mois se terminant le 31 décembre 1998.

En conséquence, les articles 1, 8, 14 et 15 du Règlement de Gestion ont été modifiés.

Le prospectus daté de janvier 1999 incluant le règlement de gestion est disponible au siège social de la Société de Gestion et de la Banque Dépositaire.

SOCIETE DE GESTION DU
ROMINVEST INTERNATIONAL FUND S.A.
La Société de Gestion
Signature

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
La Banque Dépositaire
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 1998, vol. 515, fol. 22, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(52214/006/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 1998.

**SCONTINVEST EQUITY FUND,
Fonds Commun de Placement Luxembourgeois à Compartiments Multiples.**

Amendements au Prospectus

Il résulte d'une résolution du Conseil d'Administration de SCONTINVEST EQUITY FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. datée du 14 décembre 1998 que le Prospectus coordonné qui sera daté de janvier 1999, a été rédigé pour enregistrer les changements résultant de l'introduction de l'Euro et plus particulièrement le changement en Euro des monnaies exprimées dans une devise des pays participant à l'Euro.

Le nouveau Prospectus daté de janvier 1999 sera disponible au siège de la Société de Gestion, 18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

SCONTINVEST EQUITY FUND
MANAGEMENT COMPANY S.A.
La Société de Gestion
Le Conseil d'Administration

Pour publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Enregistré à Luxembourg, le 14 décembre 1998, vol. 515, fol. 36, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(52203/047/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 1998.

XIOSINVEST, (the «Fund»).

AMENDMENT TO THE MANAGEMENT REGULATIONS

Upon decision of XIOSINVEST MANAGEMENT CO., S.A., acting as Management Company to the Fund, the Management Regulations of the Fund have been amended as follows:

- In Article 6 «Issue of Shares», the following sentence is added as last paragraph:

«The Board of Directors is authorised to proceed with a stock split in respect of each sub-fund of the Fund.»

The above amendment will become effective five days upon its publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 10th November, 1998.

XIOSINVEST MANAGEMENT CO., S.A. KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE
Signatures Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 1998, vol. 515, fol. 20, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(51515/260/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 1998.

PERCONTROL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 46.200.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 8 octobre 1998

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société au 10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Pour copie conforme
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 1998, vol. 513, fol. 40, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44830/019/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

PETANGE PERCONTROL INVESTMENTS SCA, Société en commandite par actions.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 46.248.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil de Gérance du 8 octobre 1998

Le Conseil de Gérance décide de transférer le siège social de la société au 10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Pour copie conforme
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 1998, vol. 513, fol. 39, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44831/019/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

PHARMA SERVICE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5440 Remerschen, 76, route du Vin.
R. C. Luxembourg B 46.349.

Les comptes annuels au 31 décembre 1997, enregistrés à Luxembourg, le 21 octobre 1998, vol. 513, fol. 25, case 10, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour la S.à r.l. PHARMA SERVICE

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

(44832/503/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

GORINVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue tony Neuman.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred ninety-eight, on the twentieth of October, before us Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch-sur-Alzette.

There appeared:

- 1) Miss Evelyne Jastrow, administrateur, residing in L-8017 Strassen, 13, rue de la Chapelle;
- 2) Misses Louise Jastrow, administrateur, residing in L-8041 Bertrange, 208, rue des Romains,

here represented by Misses Evelyne Jastrow by virtue of a proxy given in Luxembourg on the 20.10.1998, which proxy has been signed ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary and will remain attached to the present deed with which it will be subjected to the registration procedure.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to draw up the following Articles of incorporation of a Limited Company (Société Anonyme) which they declare to organise among themselves.

Art. 1. Between those present this day and all persons who will become owners of the shares mentioned hereafter, a société anonyme is hereby formed under the title: GORINVEST S.A.

Art. 2. The life of the company is unlimited as from the date of formation. The company may be liquidated by decision of the Extraordinary General Meeting of the shareholders who will deliberate as for a modification of the articles of association.

Art. 3. The Head Office of the Company is in Luxembourg. It may be transferred by decision of the board of directors to any others locality of the Grand Duchy of Luxembourg and even abroad, should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the Head Office of the Company, and until such time as the situation becomes normalised.

Art. 4. The company's purpose is the valuation and management of all real estates and parts of real estates that it may purchase and do all transactions directly or indirectly attaches to it's purpose or which may facilitate it's extension and development.

It may also acquire all participations in civil or commercial real estate companies.

The company has also for purpose the taking of participation interests, in whatever form in other luxemburgish or foreign companies, as well as the managing, the control and valuation of these interests.

It may acquire by way of investment, subscription, option, purchase and any other way whatever, all kinds of securities and realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The company may also acquire and value all kinds of patents and values attached thereto or which may complete them.

The company may grant loans to the companies in which it has direct and substantiel interests and grant them any support, advances or guaranties.

The Corporation may take any action to safeguard its rights and make any transaction whatever, which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to further their development or extension.

Art. 5. The corporate capital is fixed at ten million Luxembourg francs (LUF 10,000,000.-), represented by ten thousand shares with a par value of one thousand Luxembourg francs (LUF 1,000.-) each.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder, except those shares for which Law prescribes the registered form.

The corporation's shares may be created, at the owner's option in certificates representing single shares or two or more shares. Should the corporate share capital be increased, the rights attached to the new shares will be the same as those enjoyed by the old shares.

The corporate capital may be increased from its present amount up to fifty million Luxembourg francs (LUF 50,000,000.-), by the creation and issue of additional shares of a par value of one thousand Luxembourg francs (LUF 1,000.-) each.

The board of directors is fully authorised and appointed: to render effective such increase of capital as a whole and once, by successive portions or by continuous issues of new shares, to be paid up in cash, by contribution in kind, by conversion of shareholder's claims, or following approval of the annual general meeting of shareholders, by incorporation of profits or serves into capital;

- to determine the place and the date of the issue or of the successive issues, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares.

- to suppress or limit the preferential subscription right of the shareholders with respect to the above issue of supplementary shares against payment in cash or by contribution in kind.

Such authorisation is valid for a period of five years starting from the date of publication of the present deed and may be renewed by a general meeting of shareholders with respect to the shares of the authorised capital which at that time shall not have been issued by the board of directors.

As a consequence of each increase of capital so rendered effective and duly documented in notarial form, the first paragraph of the present articles will be amended such as to correspond to the increase so rendered effective, such modification will be documented in notarial form by the board of directors or by any person appointed for such purposes.

Art. 6. The company is managed by a Board comprising at least three members, who elect a president among themselves. Their mandate may not exceed six years.

Art. 7. The Board of Directors have the widest powers to manage the business of the Company and to take all actions of disposal and administration which are in the line with the object of the Company, and anything which is not a matter for the General Meeting in accordance with the present Articles or governed by law, comes within its competencies. In particular it can arbitrate, compromise, grant waivers and grant replevins with or without payment.

The Board of Directors with the approval of the statutory auditor, is authorised to proceed to the payment of a provision of dividend within the laid down by the law.

The Board of Directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management of the Company's business, either to one or more directors, or, as holders of a general or special proxy, to third persons who do not have to be shareholders of the Company. All acts binding the Company must be signed by two directors or by an officer duly authorised by the Board of Directors.

Art. 8. Legal action, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the Company by one member of the Board of Directors, or by the person delegated to this office.

Art. 9. The Company's operation are supervised by one or more auditors. Their mandate may not exceed six years.

Art. 10. The Company's business year begins on January, 1st and closes on December, 31st.

Art. 11. The annual General Meeting is held on the third Wednesday of the month of April at 15.00 o'clock in Luxembourg, at the head office of the company or at such other place as may be specified in the notice of meeting. If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 12. To be admitted to the General Meeting, the owner of bearer shares must deposit them five full days before the date fixed for the meeting; any shareholder will be entitled to vote in person or through a proxy, who need not be a shareholder himself.

Art. 13. The General Assembly has the widest powers to take or ratify any action concerning the Company. It decides how the net profit is allocated and distributed.

Art. 14. For any points not covered by the present articles, the parties refer to the provisions of the Act of August 10th, 1915 and of the modifying Acts.

Transitory Disposition

- 1) The first fiscal year will begin on the date of the formation of the Company and will end on December 31st, 1999.
- 2) The first annual General Meeting will be held in 2000.

Subscription and payment

The Articles of Incorporation having thus been established, the above-named parties have subscribed the shares as follows:

1.- Ms Evelyne Jastrow, prenamed sub 1), nine thousand nine hundred ninety-nine shares	9.999
2.- Mss Louise Jastrow, prenamed sub 2), one share	1
Total: ten thousand shares	10.000

All these shares have been entirely paid up by payment in cash, so that the sum of ten million Luxembourg francs (LUF 10,000,000.-) is forthwith at the free disposal of the corporation, as the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christians names, civil statutes and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the French translation:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le vingt octobre.

Par-devant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

Ont comparu:

- 1) Mademoiselle Evelyne Jastrow, administrateur, demeurant à L-8017 Strassen, 13, rue de la Chapelle;
- 2) Madame Louise Jastrow, administrateur, demeurant à L-8041 Bertrange, 208, rue des Romains, ici représentée par Mademoiselle Evelyne Jastrow en vertu d'une procuration établie à Luxembourg, le 20 octobre 1998.

laquelle procuration a été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire et restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, agissant ès qualités, ont requis le notaire instrumentaire de dresser acte constitutif d'une société anonyme que les parties déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après une société anonyme luxembourgeoise, dénommée: GORINVEST S.A.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de l'acte constitutif. Elle pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 3. Le siège social de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d'Administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, et même à l'étranger lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feront obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seront imminents, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La société a pour objet la mise en valeur et la gestion de tous immeubles ou parts d'immeubles qu'elle pourra acquérir ainsi que toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

Elle pourra également acquérir toutes participations dans des sociétés civiles ou commerciales immobilières.

La société a pour objet également la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct et substantiel tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 5. Le capital social est fixé à dix millions de francs luxembourgeois (LUF 10.000.000.-), représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000.-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital social de la société pourra être porté de son montant actuel à cinquante millions de francs luxembourgeois (LUF 50.000.000,-) par la création et l'émission d'actions nouvelles, d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, à libérer par voie de versement en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves de capital;
- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et les modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;
- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces ou en nature.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq (5) ans à partir de la date de la publication du présent acte au Mémorial C et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici-là n'auraient pas été émises par le conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouve modifié de manière à correspondre à l'augmentation de capital intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandaté à ces fins.

Art. 6. La société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein. La durée de leur mandat ne pourra excéder six ans.

Art. 7. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Le Conseil d'Administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le Conseil d'Administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non associés. La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le Conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du Conseil ou une personne à ce déléguée par le Conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième mercredi du mois d'avril à 15.00 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire lui-même.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 1999.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2000.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

1. - Mlle Evelyn Jastrow, prénommée sub 1), neuf mille neuf cent quatre-vingt-neuf actions	9.999
2. - Mme Louise Jastrow, prénommée sub 2), une action	1
Total: dix mille actions	10.000

Toutes les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de dix millions de francs luxembourgeois (LUF 10.000.000,-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève à environ cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 150.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées et, à l'unanimité, elles ont pris les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2) Sont nommés aux fonctions d'administrateurs.
 - Mademoiselle Evelyne Jastrow, prénommée sub 1);
 - Madame Louise Jastrow, prénommée sub 2);
 - Monsieur Marc Alain Jastrow, administrateur, demeurant à L-8041 Bertrange, 208, rue des Romains.
- 3) Est nommée commissaire aux comptes la société SAFILUX, avec siège social à L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
- 4) Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'assemblée générale annuelle statutaire de 2004
- 5) Le siège social de la société est fixé à L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

DECLARATION

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une traduction française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée, les comparants, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. Jastrow, B. Moutrier.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 21 octobre 1998, vol. 844, fol. 79, case 11. – Reçu 100.000 francs.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 26 octobre 1998.

B. Moutrier.

(44552/272/253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

PLAYCUPS INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R. C. Luxembourg B 59.885.

Les comptes annuels au 31 décembre 1997, enregistrés à Luxembourg, le 26 octobre 1998, vol. 513, fol. 39, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Roeland. P. Pels.

(44835/724/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

PLR INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 111, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 52.791.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 19 octobre 1998, vol. 513, fol. 12, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 1998.

(44836/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

PROMOTION VINCENNES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Mersch.

R. C. Luxembourg B 55.058.

Les documents de clôture de l'année 1996, enregistrés à Mersch, le 15 octobre 1998, vol. 124, fol. 9, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PROMOTION VINCENNES S.A.

Signature

(44840/568/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

PROMOTION VINCENNES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Mersch.
R. C. Luxembourg B 55.058.

Les documents de clôture de l'année 1997, enregistrés à Mersch, le 15 octobre 1998, vol. 124, fol. 9, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PROMOTION VINCENNES S.A.

Signature

(44841/568/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

POLERNA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 20.940.

Extrait de la résolution prise lors de la réunion du Conseil d'Administration du 10 août 1998

Le domicile de la société est transféré au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

Certifié sincère et conforme
POLERNA HOLDING S.A.

J.-R. Bartolini

A. Renard

Administrateur

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 1998, vol. 513, fol. 36, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44837/795/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

PROCHIMO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 58.904.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 8 octobre 1998

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société au 10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Pour copie conforme
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 1998, vol. 513, fol. 39, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44838/019/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

PROMETHEE S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 51.976.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 1998, vol. 513, fol. 22, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 1998.

Signature.

(44839/531/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

POUPETTE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 37.997.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 24 août 1998

Le siège social de la société est transféré au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

Certifié sincère et conforme
POUPETTE S.A.

Signature

Signature

Administrateur

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 1998, vol. 513, fol. 36, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44842/795/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

PYRENEES S.A.HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8009 Strassen, 111, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 58.880.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 19 octobre 1998, vol. 513, fol. 12, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 1998.

(44843/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

QUINTOFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 53.132.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 1998, vol. 513, fol. 49, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 1998.

QUINTOFIN S.A.

Signatures

(44846/024/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

QUINTOFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 53.132.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de façon extraordinaire le 13 juillet 1998

Résolution

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de les réélire pour la période expirant à l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice clos au 31 décembre 1998 comme suit:

Conseil d'Administration

- MM. Gustave Stoffel, directeur-adjoint de banque, demeurant à Luxembourg, président;
Mario Piazzola, administrateur de société, demeurant à Verona (Italie), administrateur-délégué;
Germain Birgen, sous-directeur de banque, demeurant à Luxembourg, administrateur.

Commissaire aux comptes

FIDUCIAIRE REVISION MONTBRUN, L-1724 Luxembourg.

Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour extrait conforme

QUINTOFIN S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 1998, vol. 513, fol. 49, case 2. — Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44847/024/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

SARMOD INVESTISSEMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 52.372.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 1998, vol. 513, fol. 50, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 1998.

(44866/696/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

RELAY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 42.803.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 1998, vol. 513, fol. 43, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(44851/631/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

RELAY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 42.803.

—
Par décision de l'assemblée générale ordinaire et ajournée du vendredi 5 juin 1998,
- Les comptes annuels au 31 décembre 1996 sont approuvés à l'unanimité.
- Les résolutions adoptées par le conseil d'administration en date du 19 mars 1998, concernant la démission de son poste d'administrateur des Messieurs Rory C. Kerr et Andrew J. Pearce et la nomination en remplacement de Monsieur Phillip van der Westhuizen avec effet au 19 mars 1998, sont approuvées à l'unanimité.
- La délibération sur les comptes annuels au 31 décembre 1997 est reportée à une date ultérieure.
- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes sont provisoirement renouvelés jusqu'à la date de l'assemblée générale ajournée.
Luxembourg, le 5 juin 1998.

Pour extrait conforme
Signature
Secrétaire de l'Assemblée

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 1998, vol. 513, fol. 43, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.
(44852/631/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

RAT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 49.702.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 8 octobre 1998

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société au 10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Pour copie conforme
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 1998, vol. 513, fol. 40, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.
(44848/019/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

REALISATION IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2326 Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 24.437.

—
Les documents de clôture de l'année 1996, enregistrés à Mersch, le 15 octobre 1998, vol. 124, fol. 9, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour REALISATION IMMOBILIERE S.A.
FIDUCIAIRE N. AREND
Signature

(44850/568/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

THIEL & ELSSEN GEFAHRGUTLOGISTIK S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-6776 Grevenmacher, 5, an de Längten, Z. I. Potaschbiereg.

STATUTEN

Im Jahre eintausendneunhundertachtundneunzig, den achten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar André-Jean-Joseph Schwachtgen, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1) INDUSTRIAL PERFORMANCE HOLDING S.A., eine Gesellschaft mit Sitz in L-1510 Luxembourg, 10, avenue de la Faïencerie,

hier vertreten durch Fräulein Claudine Mendes, Privatbeamtin, wohnhaft in Mondorf-les-Bains, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift gegeben in Luxemburg, am 29. September 1998.

2) Herr Roman Elsen, Kraftverkehrsmeister, wohnhaft in D-54560 Wittlich, Lieserstrasse 6, hier vertreten durch Frau Cristina Dos Santos, Privatbeamtin, wohnhaft in Warken, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift gegeben in Luxemburg, am 29. September 1998.

3) Herr Günther Thiel, Geschäftsführer, wohnhaft in D-54294 Trier, Bonner Strasse 57, hier vertreten durch Frau Cristina Dos Santos, vorgenannt, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift gegeben in Luxemburg, am 29. September 1998.

Welche Vollmachten, nach ne varietur-Unterzeichnung durch die Mandatäre und den instrumentierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigefügt bleiben werden, um mit ihr einregistriert zu werden.

Welche Komparenten, vertreten wie vorgenannt, beschlossen haben unter sich eine Aktiengesellschaft zu gründen gemäss folgender Satzung:

Art. 1. Es wird eine Aktiengesellschaft gegründet unter der Bezeichnung THIEL & ELSSEN GEFAHRGUTLOGISTIK S.A.

Der Sitz der Gesellschaft ist in Grevenmacher.

Er kann durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre in jede beliebige Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Sollten aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden, und zwar unter Beibehaltung der luxemburgischen Staatsangehörigkeit.

Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt. Die Gesellschaft kann jederzeit aufgelöst werden durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher unter den Bedingungen der Satzungsänderungen gefasst wird.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist die Durchführung von Gefahrguttransporten sowie die Entsorgung von Abfallstoffen aller Art, insbesondere deren Transport zu Deponien u.ä. Einrichtungen, sowie die Beratung bei der Entsorgung und Lagerung von Gefahrgütern.

Zweck der Gesellschaft ist ebenfalls die Schulung für Gefahrgut- und Abfallbeauftragte.

Des weiteren hat die Gesellschaft als Zweck irgendwelche industriellen, kommerziellen, finanziellen, beweglichen oder unbeweglichen Handlungen, welche direkt oder indirekt mit der Gründung, Verwaltung und Finanzierung, unter welcher Form auch immer, von irgendwelchen Unternehmen und Gesellschaften, unter welcher Form auch immer sie tätig sind, verbunden sind, als auch die Verwaltung von Verwertung, sei es permanent oder vorübergehend, des somit zweckmässigen geschaffenen Wertpapierbestands, sofern die «Société de Participations Financières» betrachtet wird.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft alle Tätigkeiten kommerzieller, finanzieller oder sonstiger Art ausüben, soweit sie dem Gesellschaftszweck dienlich oder nützlich sind.

Art. 3. Das Gesellschaftskapital beträgt zwei Millionen (2.000.000,-) Luxemburger Franken, eingeteilt in zweitausend (2.000) Aktien mit einem Nennwert von eintausend (1.000,-) Luxemburger Franken per Aktie.

Im Falle eines Verlustes, der den Bestimmungen des Artikels 100 des Gesetzes unterliegt, muss eine Kapitalerhöhung getätigt werden. Sollte ein Aktionär auf sein diesbezügliches Zeichnungsrecht verzichten, hat er kein Anrecht an der Kapitalerhöhung.

Art. 4. Die Aktien sind alle Inhaberaktien.

Die Aktien der Gesellschaft können entweder als Einheitszertifikate oder als Zertifikate lautend über mehrere Aktien ausgestellt werden.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien mittels ihrer freien Reserven zurückkaufen unter Berücksichtigung der Bestimmungen von Artikel 49-2 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften, abgeändert durch das Gesetz vom 24. April 1983.

Art. 5. Die Abtretung der Aktien der Gesellschaft unterliegt folgenden Bedingungen:

Der Aktionär, welcher sämtliche oder einen Teil seiner Aktien abtreten will (der «Zedent»), muss den Verwaltungsrat per Einschreiben (die «Abtretungsanzeige») hiervon in Kenntnis setzen; dieser Einschreibebrief muss die Anzahl und den Preis der abzutretenden Aktien, sowie den Namen, Vornamen, Beruf und Anschrift des oder der vorgeschlagenen Zessionare beinhalten.

Innerhalb von vierzehn Tagen nach Erhalt der Abtretungsanzeige gibt der Verwaltungsrat sein Einverständnis oder er übermittelt, gegebenenfalls, per Einschreiben eine Kopie der Abtretungsanzeige an die anderen Aktionäre.

Den anderen Aktionären steht alsdann, zu gleichen Teilen, ein Vorkaufsrecht über die abzutretenden Aktien zu. Die gesamte oder teilweise Nichtausübung seines Vorkaufsrechts durch einen Aktionär steigert das Vorkaufsrecht der anderen Aktionäre. Keinesfalls dürfen die Aktien zerstückelt werden. Sollte die Anzahl der abzutretenden Aktien nicht genau im Verhältnis zur Anzahl der zum Vorkauf stehenden Aktien sein, werden die überschüssigen Aktien unter Verantwortung des Verwaltungsrats per Los zugeteilt.

Derjenige Aktionär, welcher sein Vorkaufsrecht ausüben will, muss den Verwaltungsrat hiervon per Einschreiben innerhalb von dreissig Tagen nach Erhalt der gemäss den Bestimmungen von Absatz 3 dieses Artikels versandten Abtretungsanzeige in Kenntnis setzen; ansonsten geht er seines Vorkaufsrechts verlustig. Zwecks Ausübung der gemäss Absatz 4, Satz 3 dieses Artikels resultierenden gesteigerten Vorkaufsrechte steht den Aktionären eine zusätzliche Frist von einem Monat, beginnend am Erfallstag der in Satz 1 dieses Absatzes festgesetzten Frist, zu.

Die Aktionäre, welche ihr Vorkaufsrecht ausüben, erhalten die abzutretenden Aktien zu dem von der jährlichen Hauptversammlung der Gesellschafter aufgrund eines entsprechenden Gutachtens des Kommissars festgesetzten Einheitswert.

Das Vorkaufsrecht kann sich auf sämtliche oder auf einen Teil der in der Abtretungsanzeige angegebenen Aktien erstrecken. Innerhalb von zwei Monaten nach Erhalt der in Absatz 2 dieses Artikels erwähnten Abtretungsanzeige muss der Verwaltungsrat der Abtretung der Aktien zustimmen oder sie ablehnen. Mangels Zustimmung oder Ablehnung innerhalb dieser Zweimonatsfrist gilt die Abtretung als angenommen. Falls der Verwaltungsrat die Abtretung der Aktien ablehnt, muss er innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab der Ablehnung einen Käufer finden oder die Aktien, gemäss den gesetzlichen Bestimmungen, für die Gesellschaft zurückkaufen. Sollte der Verwaltungsrat innerhalb dieser Frist keinen Käufer finden oder die Gesellschaft die Aktien nicht zurückkaufen, gilt die Abtretung der Aktien als angenommen.

Die vorhergehenden Bestimmungen gelten mutatis mutandis für sämtliche Überschreibungen von Aktien zugunsten von Rechtsnachfolgern der Aktionäre im Fall des Ablebens oder der Auflösung.

Art. 6. Die Verwaltung der Gesellschaft untersteht einem Rat von mindestens drei Mitgliedern, welche Aktionäre oder Nichtaktionäre sein können.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden auf sechs Jahre ernannt. Die Wiederwahl ist möglich. Sie können beliebig abberufen werden.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates einen vorläufigen Nachfolger bestellen. Die nächstfolgende Hauptversammlung nimmt dann die endgültige Wahl vor.

Art. 7. Der Verwaltungsrat hat die ausgedehntesten Befugnisse, um alle Handlungen vorzunehmen, welche für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten, welche nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Vertretung durch ein entsprechend bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, die schriftlich, telegrafisch, fernschriftlich oder per Telefax erfolgt ist, ist gestattet. In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, Telegramm, Fernschreiben oder durch Telefax erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Ein schriftlich gefasster Beschluss, angenommen und unterschrieben durch alle Verwaltungsratsmitglieder, hat ebenso Gültigkeit wie ein in einer Sitzung des Verwaltungsrates gefasster Beschluss.

Der Verwaltungsrat kann einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, Direktoren, Geschäftsführern oder anderen Angestellten die Gesamtheit oder einen Teil seiner Vollmachten betreffend die tägliche Geschäftsführung sowie die Vertretung der Gesellschaft übertragen; diese Geschäftsführer können Aktionäre oder Nichtaktionäre sein.

Die Übertragung dieser Vollmachten an ein Verwaltungsratsmitglied ist einer vorherigen Beschlussfassung der Generalversammlung unterworfen.

Die Gesellschaft wird entweder durch die Unterschrift des Delegierten des Verwaltungsrats oder durch die Kollektivunterschrift von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrats rechtskräftig verpflichtet.

Art. 8. Die Gesellschaft verpflichtet sich, alle Verwaltungsratsmitglieder zu entschädigen für Verluste, Schäden oder Ausgaben, die sie verwirken könnten im Zusammenhang mit irgendeiner Klage oder irgendeinem Prozess, an dem sie beteiligt wären in ihrer früheren oder aktuellen Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied, ausgenommen im Falle, wenn sie in solch einer Klage oder Prozess schlussendlich für grobe Fahrlässigkeit oder schlechte und absichtliche Verwaltung verurteilt werden.

Art. 9. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen, dieselben werden auf sechs Jahre ernannt.

Die Wiederwahl ist zulässig. Sie können beliebig abberufen werden.

Art. 10. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 11. Die jährliche Hauptversammlung findet rechtens statt am zweiten Mittwoch des Monats Juli um neun Uhr in Grevenmacher am Gesellschaftssitz oder an einem anderen in der Einberufung angegebenen Ort.

Sofern dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, findet die Hauptversammlung am ersten darauffolgenden Werktag statt.

Art. 12. Die Einberufungen zu jeder Hauptversammlung unterliegen den gesetzlichen Bestimmungen. Von diesem Erfordernis kann abgesehen werden, wenn sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären, den Inhalt der Tagesordnung im voraus gekannt zu haben.

Der Verwaltungsrat kann verfügen, dass die Aktionäre, um zur Hauptversammlung zugelassen zu werden, ihre Aktien fünf volle Tage vor dem für die Versammlung festgesetzten Datum hinterlegen müssen.

Jeder Aktionär kann sein Stimmrecht selbst oder durch einen Vertreter, der nicht Aktionär zu sein braucht, ausüben. Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme.

Art. 13. Die Generalversammlung hat die ausgedehntesten Befugnisse, um alle Handlungen vorzunehmen und gutzuheissen, die im Interesse der Gesellschaft liegen.

Sie befindet namentlich über die Verwendung und Verteilung des Reingewinns.

Art. 14. Unter der Berücksichtigung der in Artikel 72-2 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften, abgeändert durch das Gesetz vom 24. April 1983, enthaltenen Bedingungen wird der Verwaltungsrat ermächtigt Interimsdividende auszuzahlen.

Art. 15. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschliesslich der Änderungsgesetze finden ihre Anwendung überall, wo die gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Übergangsbestimmungen

1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 1998.

2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet statt im Jahre 1999.

Zeichnung und Einzahlung

Die vorgenannten Parteien haben diese Aktien wie folgt gezeichnet:

1) INDUSTRIAL PERFORMANCE HOLDING S.A., vorgenannt, eintausend Aktien	1.000
2) Herr Roman Elsen, vorgenannt, fünfhundert Aktien	500
3) Herr Günther Thiel, vorgenannt, fünfhundert Aktien	500
Total: zweitausend Aktien	2.000

Diese gezeichneten Aktien wurden alle vollständig in bar eingezahlt, so dass ab heute der Gesellschaft der Betrag von zwei Millionen (2.000.000,-) Luxemburger Franken zur Verfügung steht, wie dies dem instrumentierenden Notar nachgewiesen wurde, der dies ausdrücklich bestätigt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen, welche durch Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften gestellt wurden, erfüllt sind.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr fünfundsechzigtausend (65.000,-) Franken.

Gründungsversammlung

Alsdann traten die eingangs erwähnten Parteien, die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Hauptversammlung zusammen, zu der sie sich als rechtens einberufen erkennen, und fassten, nachdem sie die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser Versammlung festgestellt haben, einstimmig folgende Beschlüsse:

- 1) Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrats wird auf drei, die der Kommissare auf einen festgesetzt.
- 2) Es werden zu Mitgliedern des Verwaltungsrats ernannt:
 - a) Herr Roman Elsen, Kraftverkehrsmeister, wohnhaft in D-54560 Wittlich, Lieserstrasse, 6;
 - b) Herr Günther Thiel, Geschäftsführer, wohnhaft in D-54294 Trier, Bonner Strasse, 57;
 - c) Herr Marcel Hilbert, Bankdirektor i.R., wohnhaft in L-5217 Sandweiler, 30, rue Ge'Erchen.

3) Es wird zum Kommissar ernannt:

INTERNATIONAL AUDITING SERVICES S.A., eine Gesellschaft mit Sitz in Tortola (British Virgin Islands).

4) Das Mandat der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars endet mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2004.

5) Unter Zugrundelegung von Artikel 53 Absatz 4, und Artikel 60 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften und Artikel 6 der gegenwärtigen Satzung wird der Verwaltungsrat ermächtigt und angewiesen aus seiner Mitte einen Delegierten des Verwaltungsrates zu ernennen.

6) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-6776 Grevenmacher, 5, an den Längten. Z.I. Potaschbiereg.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an die Mandatare der Erschienenen, haben dieselben mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. Mendes, C. Dos Santos, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 1998, vol. 111S, fol. 52, case 12. – Reçu 20.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 27. Oktober 1998.

A. Schwachtgen.

(44948/230/192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 1998.

HAHNEMANN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le dix-neuf octobre.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

Ont comparu:

1) La société dénommée PASCHERO FIN. S.A., avec siège à Luxembourg, 62, avenue de la Liberté, ici représentée par deux de ses administrateurs pouvant valablement engager la société à savoir:

- Monsieur Sergio Vandi, employé privé, demeurant à Luxembourg, 8, rue des Franciscaines
- Madame Vania Migliore-Baravini, employée privée, demeurant à Esch-sur-Alzette, 89, rue Clair-Chêne,

2) Monsieur Reno Tonelli, employé privé, demeurant à Strassen, 20, rue des Muguets,

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'il déclarent constituer comme suit:

Dénomination, Siège, Durée, Objet

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de HAHNEMANN S.A.

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Luxembourg, 62, avenue de la Liberté. Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation de contrat au cas où le siège social de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège social pourra être transféré en tout autre endroit de la commune du siège social sur simple décision du conseil d'administration, lequel a tous pouvoirs pour adapter authentiquement le présent article. Le siège social pourra être transféré en toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Le conseil d'administration aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales.

Un tel transfert ne changera rien à la nationalité de la société, qui restera luxembourgeoise. La décision relative au transfert provisoire du siège social sera portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société, qui, suivant les circonstances, est le mieux placé pour y procéder.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'accomplissement de toutes opérations commerciales, financières, patrimoniales et industrielles généralement quelconques. Elle peut notamment vendre et acheter, importer et exporter tant pour son compte que pour le compte de tiers, et à titre d'intermédiaire, tous biens économiques. Elle peut encore réaliser toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Capital, Actions

Art. 5. Le capital social souscrit de la société est fixé à soixante-dix mille Deutsche Mark (DEM 70.000,-), représenté par sept cents (700) actions d'une valeur nominale de cent Deutsche Mark (DEM 100,-) chacune, entièrement souscrites et libérées.

A côté du capital souscrit, la société a un capital autorisé. Le capital autorisé de la société est fixé à un million de Deutsche Mark (DEM 1.000.000,-), représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de cent Deutsche Mark (DEM 100,-) chacune.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans prenant fin le 19 octobre 2003, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission, à libérer par des versements en espèces, ou par des apports autres qu'en espèces, tels des apports en nature, des titres, des créances, par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société. Le conseil d'administration est encore expressément autorisé à réaliser tout ou partie du capital autorisé par l'incorporation de réserves disponibles dans le capital social. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir le paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital. Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article à la modification intervenue en même temps.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, dans les limites prévues par la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article trente-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

La société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Ces certificats seront signés par deux administrateurs.

Art. 7. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire, ou un débiteur et un créancier gagiste.

Emprunts Obligataires

Art. 8. Le conseil d'administration peut, de l'accord de l'assemblée, décider l'émission d'emprunts obligataires sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement, et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenue au siège social de la société.

Administration, Surveillance

Art. 9. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années et en tout temps révocables par elle.

Au cas où aucune durée n'est indiquée dans la résolution des nominations, les administrateurs sont nommés pour une durée de six ans.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président et s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président peut être désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

En cas de vacance d'une place d'administrateur pour quelque cause que ce soit, les administrateurs restants peuvent pourvoir au remplacement jusqu'à la prochaine assemblée générale, qui y pourvoira de façon définitive.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins vingt-quatre heures avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés, ainsi que dans tous les cas où les dates des réunions ont été fixées préalablement en conseil.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiqués dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles ont été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, télégrammes, fax ou télex.

Un administrateur ayant des intérêts opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Art. 11. Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront mis dans un dossier spécial et signés par un administrateur au moins.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signés par un administrateur.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de dispositions et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration.

Art. 13. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Il peut également, avec l'assentiment préalable de l'assemblée générale des actionnaires, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs de ses membres, qui porteront le titre d'administrateurs-délégués.

Art. 14. Le conseil d'administration pourra instituer un comité exécutif, composé de membres du conseil d'administration et fixer le nombre de ses membres. Le comité exécutif pourra avoir tels pouvoirs et autorité d'agir au nom du conseil d'administration que ce dernier aura déterminés par résolution préalable. A moins que le conseil d'administration n'en dispose autrement, le comité exécutif établira sa propre procédure pour la convocation et la tenue de ses réunions.

Le conseil d'administration fixera, s'il y a lieu, la rémunération des membres du comité exécutif.

Art. 15. Le conseil d'administration représente la société en justice, soit en demandant soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

Art. 16. Tous documents et toutes nominations de mandataires engageront valablement la société s'ils sont signés au nom de la société par la signature conjointe de deux administrateurs ou par un mandataire dûment autorisé par le conseil d'administration.

Art. 17. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne pourra pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 18. L'assemblée générale annuelle pourra par simple décision allouer aux administrateurs une rémunération appropriée pour l'accomplissement de leurs fonctions.

Art. 19. L'assemblée générale légalement constituée représente l'ensemble des actionnaires. Ses décisions engagent les actionnaires absents, opposés ou qui se sont abstenus au vote.

Art. 20. Le conseil d'administration est autorisé à requérir que pour être admis aux assemblées générales, tout actionnaire doive déposer ses certificats nominatifs au siège social ou aux établissements désignés dans les avis de convocation cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée.

Art. 21. L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, le deuxième mardi du mois d'avril de chaque année à 11.30 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée sera reportée au premier jour ouvrable suivant à la même heure.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées et se tiennent au lieu désigné par le conseil d'administration.

Art. 22. L'assemblée générale entendra le rapport de gestion du conseil d'administration et du commissaire, votera sur l'approbation des comptes annuels et sur l'affectation des résultats, procédera aux nominations requises par les statuts, donnera décharge aux administrateurs et au commissaire et traitera des autres questions qui pourront lui être dévolues.

Toute action donne droit à une voix.

Tout actionnaire pourra voter en personne ou par un mandataire, qui ne sera pas nécessairement actionnaire.

Tout actionnaire aura le droit de demander un vote au scrutin secret.

Art. 23. L'assemblée générale délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, sous réserve des limites prévues par la loi.

Art. 24. Le conseil d'administration respectivement le commissaire sont en droit de convoquer des assemblées ordinaires et extraordinaires.

Ils sont obligés de convoquer une assemblée générale chaque fois qu'un groupe d'actionnaires représentant au moins un cinquième du capital souscrit, le demandera par écrit, en indiquant l'ordre de jour.

Tout avis contenant convocation à l'assemblée générale doit contenir l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration peut déterminer la forme des mandats à employer et exiger qu'ils soient déposés dans le délai et au lieu qu'il indiquera.

Art. 25. Le président du conseil d'administration, ou en son absence, l'administrateur qui le remplace ou la personne désignée par l'assemblée, préside l'assemblée générale.

L'assemblée choisira parmi les assistants le secrétaire et un ou deux scrutateurs.

Art. 26. Les procès-verbaux de l'assemblée générale seront signés par les membres du bureau et par tout actionnaire qui le demande.

Toutefois, au cas où les délibérations de l'assemblée doivent être conformes, les copies et les extraits qui en seront délivrés pour être produits en justice ou ailleurs, doivent être signés par un administrateur.

Année Sociale, Bilan, Répartition des Bénéfices

Art. 27. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 28. Chaque année à la clôture de l'exercice social, le conseil d'administration établit les comptes annuels dans les formes requises par la loi.

Au plus tard un mois avant l'assemblée générale annuelle, l'administration soumettra le bilan de la société et le compte de pertes et profits en même temps que son rapport, ainsi que tous autres documents qui pourront être requis par la loi, au commissaire qui, sur ce, établira son rapport.

Une quinzaine avant l'assemblée générale annuelle, le bilan, le compte de pertes et profits, le rapport de gestion, le rapport du commissaire ainsi que tous autres documents qui pourront être requis par la loi, seront déposés au siège social de la société, où les actionnaires pourront en prendre connaissance durant les heures de bureau normales.

Art. 29. L'excédent créditeur du compte de pertes et profits, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions pour engagements passés ou futurs, déterminé par le conseil d'administration, constituera le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital souscrit.

Le solde restant du bénéfice net sera à la disposition de l'assemblée générale.

Les dividendes, s'il y a lieu à leur distribution, seront distribués à l'époque et au lieu fixés par le conseil d'administration, endéans les limites fixées par l'assemblée générale.

En respectant les prescriptions légales des acomptes sur dividendes peuvent être autorisés par le conseil d'administration.

L'assemblée générale peut décider d'affecter des profits et des réserves distribuables au remboursement du capital sans réduire le capital social.

Dissolution, Liquidation

Art. 30. Elle pourra être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires décidant à la même majorité que celle prévue pour les modifications de statuts.

Art. 31. Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine leurs pouvoirs.

Sur l'actif net provenant de la liquidation après apurement du passif, il sera prélevé la somme nécessaire pour rembourser le montant libéré des actions; quant au solde, il sera réparti également entre toutes les actions.

Disposition Générale

Art. 32. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures.

Dispositions transitoires

L'assemblée générale annuelle se réunira à Luxembourg, le deuxième mardi du mois d'avril de chaque année à 11.30 heures, et pour la première fois en 1999.

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 1998.

Souscription

Les statuts de la société ayant ainsi été établis, les comparants déclarent souscrire à l'intégralité du capital social, comme suit:

1) la société PASCHERO FIN. S.A., prénommée	699
2) Monisieur Reno Tonelli, prénommé	1
Total:	700

Toutes ces actions ont été libérées intégralement par des versements en espèces de la contre-valeur en liras italiennes de la somme de soixante-dix mille Deutsche Mark (DEM 70.000,-) qui se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration, Evaluation, Frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié les conditions prévues par l'article vingt-six de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement, et en constate expressément l'accomplissement.

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social souscrit est évalué à LUF 1.440.200,-.

Le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la constitution, est évalué approximativement à LUF 71.425,-.

Assemblée Générale Extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateur pour une durée de 1 an:
 - A. Monsieur Reno Tonelli, employé privé, demeurant à Strassen, 20, rue des Muguets, Président
 - B. Monsieur Roberto Brero, employé privé, demeurant à Luxembourg, 5, avenue du X Septembre, Administrateur
 - C. Monsieur Sergio Vandt, employé privé, demeurant à Luxembourg, 8, rue des Franciscaines, Administrateur,
 Le mandat des administrateurs est gratuit.
3. La durée du mandat des administrateurs prendra fin lors de l'assemblée générale à tenir en 1999.
4. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes pour une durée de 1 an: GRANT THORNTON REVISION & CONSEILS S.A., 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.
5. La durée du mandat du commissaire aux comptes prendra fin lors de l'assemblée générale à tenir en 1999.
6. L'assemblée autorise le conseil d'administration à déléguer les pouvoirs de la gestion journalière à un ou plusieurs de ses membres.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donne aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 1998, vol. 111S, fol. 73, case 10. — Reçu 14.441 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 octobre 1998.

J. Delvaux.

(44942/208/207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 1998.

SERVER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 12, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 52.516.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 1998, vol. 513, fol. 20, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 1998.

*Extrait des résolutions prises dans le cadre de l'assemblée générale des actionnaires du 20 octobre 1998**Quatrième résolution*

L'assemblée, après avoir pris acte des dispositions de l'article 100 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales, décide la continuation des activités de la société nonobstant le fait que le montant cumulé des pertes au 31 décembre 1996 est supérieur à la moitié du capital social.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 1998.

(44872/065/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

RENU S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 1, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 13.155.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 1998, vol. 513, fol. 36, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 octobre 1998.

RENU S.A.

G. Lammar H. Hansen
Administrateur Administrateur

(44853/795/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

KYM, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5811 Fentange, 50, rue de Bettembourg.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le quatorze octobre.

Par-devant Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg.

Ont comparu:

1. Monsieur Want Patrick, employé privé, demeurant F-54590 Hussigny-Godbrange, 25, rue S. Allende;
2. Madame Grigoli Nadine, employée privée, demeurant F-54590 Hussigny-Godbrange, 25, rue S. Allende.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts (ci-après les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux et qu'ils ont arrêtés comme suit:

Titre I^{er}. Objet, Raison sociale, Durée, Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre les comparants et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de KYM (ci-après la «Société») qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. La Société a pour objet pour son compte et pour le compte de tiers, l'accomplissement au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger de toutes prestations en matière d'import et d'export de marchandises, de prestations comme intermédiaire commerciale, de prestations administratives et de secrétariat, ainsi que la tenue de livres et de comptabilité.

Elle peut faire toutes opérations mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, au Grand-Duché et à l'étranger, notamment par la prise de participations dans des entreprises ou la location de fonds de commerce similaires ou par la création de filiales ou succursales.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Fentange, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des associés statuant comme en matière de changement des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée dans les limites de la commune par simple décision du/des gérants.

La Société peut ouvrir des succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Titre II. Capital social, Parts sociales

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à la somme de cinq cent mille francs luxembourgeois (LUF 500.000,-), représenté par cinq cents (500) parts d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment être modifié moyennant l'accord unanime des associés.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre de parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément de la majorité des associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément.

Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 12. Au cas où toutes les parts viendraient à être réunies en un seul des associés, la loi sur la société unipersonnelle s'appliquerait.

Titre III. Administration

Art. 13. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. En cas de pluralité de gérants, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérants n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'accord unanime des associés. Le ou les gérants sont révocables ad nutum.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance. Le Conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par sa seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du Conseil de gérance.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité des gérants, le Conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité des gérants, le Conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés.

Art. 14. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé à un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 16. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Art. 17. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relative aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 20. Les produits de la Société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Titre IV. Dissolution, Liquidation

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 1998.

Souscription

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les comparants déclarent qu'ils souscrivent les cinq cents (500) actions représentant l'intégralité du capital social comme suit:

1. Monsieur Patrick Want, préqualifié	250 parts sociales
2. Madame Nadine Grigoli, préqualifiée	250 parts sociales
Total:	500 parts sociales

Toutes ces actions ont été libérées entièrement par paiement en numéraire, de sorte que le montant de LUF 500.000,- (cinq cent mille francs luxembourgeois) est à la libre disposition de la Société; ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement LUF 40.000,- (quarante mille francs luxembourgeois).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci est régulièrement constituée, ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1.- Un Conseil de Gérance est nommé et est composé de deux membres, Monsieur Want Patrick, préqualifié et Madame Grigoli Nadine, préqualifiée.

2.- La signature conjointe des deux gérants est nécessaire pour l'engagement de la société.

3.- Monsieur Want Patrick, préqualifié, aura la charge de l'activité de prestations administratives et de secrétariat ainsi que de la tenue de livres et de comptabilité. Madame Grigoli Nadine ayant à sa charge l'activité des prestations en matière d'import et d'export de marchandises et de prestations comme intermédiaire commercial.

4.- L'adresse du siège social de la Société est à L-5811 Fentange, 50, rue de Bettembourg.

Dont acte, fait et passé à Bettembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent avec le notaire.

Le notaire déclare qu'il s'agit d'une société familiale, les associés étant mariés.

Signé: P. Want, N. Grigoli, C. Doerner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 20 octobre 1998, vol. 837, fol. 43, case 9. – Reçu 2.500 francs.

Le Releveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 25 octobre 1998.

C. Doerner.

(44944/209/138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 1998.

MIKKO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 105, Val Ste Croix.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le vingt et un octobre.

Par-devant Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach.

Ont comparu:

1.- La société anonyme FINCOVEST S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 105, Val Ste Croix, ici représentée par Maître Marco Fritsch, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du 19 octobre 1998;

2.- Maître Dieter Grozinger de Rosnay, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}.- Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination de MIKKO S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout endroit à l'intérieur de la commune du siège social.

La société peut établir, par simple décision du conseil d'administration, des sièges administratifs, succursales, agences, comptoirs et dépôts, tant au Grand-Duché du Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La société a pour objet toutes prises de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La société n'aura directement aucune activité industrielle et ne tiendra pas d'établissement commercial ouvert au public.

La société pourra employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et valeurs mobilières de toute origine. Elle pourra participer à la création, au développement, à la formation et au contrôle de toute entreprise et acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option, d'achat, de négociation et de toute autre manière, tous titres et droits et les aliéner par vente, échange ou encore autrement; la société pourra octroyer aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, tous concours, prêts, avances ou garanties.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant, avec ou sans garantie, et en toutes monnaies, y compris par voie d'émission d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent, en restant dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et l'article 209 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, délibérant dans les formes requises pour les modifications des statuts.

Titre II.- Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à soixante-cinq mille (65.000,-) Deutsche Marks, divisé en six cent cinquante (650) actions d'une valeur nominale chacune de cent (100,-) Deutsche Marks et intégralement libérées.

La société est autorisée, dans les termes et conditions de la loi, de racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions sont au porteur ou nominatives, au choix de l'actionnaire.

La société reconnaît une seule personne par action; si une action est détenue par plus d'une personne, la société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette action aussi longtemps qu'une personne n'a été désignée comme étant le seul propriétaire dans les relations avec la société.

Art. 7. Les héritiers, légataires, ayants droit ou créanciers d'un actionnaire, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition de scellés ou l'inventaire des biens et valeurs de la société ni en demander le partage ou la licitation, ni prendre des mesures conservatoires ou s'immiscer de quelque manière que ce soit dans son administration.

Titre III.- Administration

Art. 8. La société est administrée par un conseil de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale.

La durée de leur mandat ne peut dépasser six ans, ils sont rééligibles. L'assemblée générale des actionnaires peut les révoquer à tout moment.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent. Les administrateurs sont convoqués aux séances du conseil d'administration par tous moyens, même verbalement.

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour engager la société. Ses décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés à condition que la moitié au moins des membres soient présents ou représentés.

Les décisions prises par écrit, approuvées et signées par tous les membres du conseil d'administration, auront le même effet que les décisions votées lors d'une réunion du conseil d'administration.

La société est valablement engagée par la signature individuelle d'un administrateur.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués qui seront également chargés de l'exécution des décisions du conseil. Le conseil d'administration peut aussi confier la direction, soit de l'ensemble, soit de telle partie des activités sociales à un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoir.

Titre IV.- Surveillance

Art. 11. L'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans pour exercer une surveillance sur la société.

Ils sont rééligibles. L'assemblée peut les révoquer à tout moment. L'assemblée fixe leur rémunération.

Titre V.- Assemblée générale

Art. 12. L'assemblée générale régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société et qui figurent à l'ordre du jour.

Art. 13. L'assemblée générale ordinaire se réunit annuellement le 1^{er} vendredi du mois de juillet à 11.00 heures au siège de la société, ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans la convocation. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le jour ouvrable suivant, à la même heure.

Titre VI.- Exercice social

Art. 14. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Titre VII.- Dispositions générales

Art. 15. Pour l'exécution des présents statuts, tous les actionnaires, administrateurs ou commissaires de la société font éléction de domicile au siège social de la société où toutes communications, sommations, assignations et significations pourront être faites valablement.

Art. 16. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée et de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

Titre VIII.- Dispositions transitoires

1) Exceptionnellement, le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre de la même année.

2) L'assemblée générale ordinaire se réunira pour la première fois en 1999.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire le capital comme suit:

1.- La société anonyme FINCOVEST S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 105, Val Ste Croix,	
six cent quarante actions	640
2.- Maître Dieter Grozinger de Rosnay, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,	
dix actions	10
Total: six cent cinquante actions	650

Les actions ont été entièrement libérées en espèces de sorte que le montant de soixante-cinq mille Deutsche Mark (65.000,- DEM) est à la libre disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation fiscale

A des fins fiscales, les comparants déclarent évaluer le montant du capital social à la somme d'un million trois cent cinquante-deux mille francs luxembourgeois.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société ou mis à sa charge en raison des présentes s'élève approximativement à la somme de 60.000,- francs luxembourgeois.

Assemblée générale extraordinaire

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoqués, déclarent se réunir à l'instant en assemblée générale extraordinaire et prennent à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des premiers administrateurs est fixé à trois.
 - 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) Maître Dieter Grozinger de Rosnay, juriste, demeurant à Luxembourg, 105, Val Ste Croix,
 - b) Maître Marco Fritsch, juriste, demeurant à Steinfort, 2, route de Luxembourg,
 - c) Madame Christine Schmitt, employée privée, demeurant à Thionville, 59, route de Mondorf.
 - 3) Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes: Madame Sonja Hermes, employée privée, demeurant à Esch-sur-Alzette, 34, rue Clair-Chêne.
 - 4) Les mandats des premiers administrateurs respectivement du commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale ordinaire en l'an 2003.
 - 5) Le siège de la société est fixé à Luxembourg, 105, Val Ste Croix.
- Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.
Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.
Signé: M. Fritsch, D. Grozinger de Rosnay, H. Beck.
Enregistré à Echternach, le 21 octobre 1998, vol. 347, fol. 95, case 4. — Reçu 13.520 francs.

Le Receveur (signé): Miny.

Pour expédition conforme, délivrée sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 26 octobre 1998.

H. Beck.

(44945/201/145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 1998.

PASCHERO FIN. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

—
STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le quinze octobre.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

1. La société dénommée VESMAFIN (B.V.I.) LTD, ayant son siège social à Akara Bldg., 24, De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, (B.V.I.),

ici représentée par Madame Vania Migliore-Baravini, employée privée, demeurant à Esch-sur-Alzette, 89, rue Clair-Chêne,

en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 8 octobre 1998.

2. Madame Vania Migliore-Baravini, employée privée, demeurant à Esch-sur-Alzette, 89, rue Clair-Chêne.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par les comparants et par le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes, ès qualités qu'elles agissent, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société qu'elles déclarent constituer entre elles comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de PASCHERO FIN. S.A.

Art. 2.. Le siège social de la société est établi à L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle au cas où le siège social de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège social pourra être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg sur simple décision du conseil d'administration, lequel a tous pouvoirs pour y adapter authentiquement le présent article.

Le conseil d'administration aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales.

Un tel transfert ne changera rien à la nationalité de la société, qui restera luxembourgeoise. La décision relative au transfert provisoire du siège social sera portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société, qui, suivant les circonstances, est le mieux placé pour y procéder.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La société n'aura directement aucune activité industrielle et ne tiendra pas d'établissement commercial ouvert au public.

La société pourra employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et valeurs mobilières de toute origine. Elle pourra participer à la création, au développement, à la formation et au contrôle de toute entreprise et acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option, d'achat, de négociation et de toute autre manière, tous titres et droits et les aliéner par vente, échange ou encore autrement; la société pourra octroyer aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle pourra également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant, avec ou sans garantie, et en toutes monnaies par voie d'émission d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent, en restant dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

Capital, Actions

Art. 5. Le capital social souscrit de la société est fixé à DEM 90.000,- (quatre-vingt-dix mille Deutsche Mark), divisé en neuf cents (900) actions d'une valeur nominale de DEM 100,- (cent Deutsche Mark) chacune, entièrement souscrites et libérées.

A côté du capital souscrit, la société a un capital autorisé. Le capital autorisé de la société est fixé à DEM 1.000.000,- (un million de Deutsche Mark) divisé en dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de DEM 100,- (cent Deutsche Mark) chacune.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 15 octobre 2003, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir le paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Art. 6. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, dans les limites prévues par la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article trente-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

La société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Ces certificats seront signés par deux administrateurs.

Art. 7. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire, ou un débiteur et un créancier gagiste.

Emprunts obligataires

Art. 8. Le conseil d'administration peut décider de l'accord préalable de l'assemblée générale décidant sans quorum de présence à la simple majorité des présents, l'émission d'emprunts obligataires sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement, et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 9. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années et en tout temps, révocables par elle.

Au cas où aucune durée n'est indiquée dans la résolution des nominations, les administrateurs sont nommés pour une durée de six ans. Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président et s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président peut être désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

En cas de vacance d'une place d'administrateur pour quelque cause que ce soit, les administrateurs restants peuvent pourvoir au remplacement jusqu'à la prochaine assemblée générale, qui y pourvoira de façon définitive.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins vingt-quatre heures avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés, ainsi que dans tous les cas où les dates des réunions ont été fixées préalablement en conseil.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiqués dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues. Les résolutions du conseil seront prises à l'unanimité des votants. Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, télégrammes ou télex.

Un administrateur ayant des intérêts opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à l'unanimité des autres membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Art. 11. Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront mis dans un dossier spécial et signés par un administrateur au moins.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signés par un administrateur.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration.

Art. 13. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Il peut également, avec l'assentiment préalable de l'assemblée générale des actionnaires déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs de ses membres, qui porteront le titre d'administrateurs-délégués.

Art. 14. Le conseil d'administration pourra instituer un comité exécutif, composé de membres du conseil d'administration et fixer le nombre de ses membres. Le comité exécutif pourra avoir tels pouvoirs et autorité d'agir au nom du conseil d'administration que ce dernier aura déterminés par résolution préalable. A moins que le conseil d'administration n'en dispose autrement, le comité exécutif établira sa propre procédure pour la convocation et la tenue de ses réunions.

Le conseil d'administration fixera, s'il y a lieu, la rémunération des membres du comité exécutif.

Art. 15. Le conseil d'administration représente la société en justice, soit en demandant soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

Art. 16. Tous documents et toutes nominations de mandataires engageront valablement la société s'ils sont signés au nom de la société par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par un mandataire dûment autorisé par le conseil d'administration.

Art. 17. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne pourra pas dépasser six ans. Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 18. L'assemblée générale annuelle pourra par simple décision allouer aux administrateurs une rémunération appropriée pour l'accomplissement de leurs fonctions.

Art. 19. L'assemblée générale légalement constituée représente l'ensemble des actionnaires. Ses décisions engagent les actionnaires absents, opposés ou qui se sont abstenus au vote.

Art. 20. Le conseil d'administration est autorisé à requérir que pour être admis aux assemblées générales, tout actionnaire doive déposer ses actions au porteur respectivement ses certificats nominatifs au siège social ou aux établissements désignés dans les avis de convocation cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée.

Art. 21. L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, le deuxième vendredi du mois d'avril de chaque année à onze heures trente (11.30).

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée sera reportée au premier jour ouvrable suivant à la même heure.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées et se tiennent au lieu désigné par le conseil d'administration.

Art. 22. L'assemblée générale entendra le rapport de gestion du conseil d'administration et du commissaire, votera sur l'approbation des comptes annuels et sur l'affectation des résultats, procédera aux nominations requises par les statuts, donnera décharge aux administrateurs et au commissaire et traitera des autres questions qui pourront lui être dévolues. Toute action donne droit à une voix.

Tout actionnaire pourra voter en personne ou par un mandataire, qui ne sera pas nécessairement actionnaire.

Tout actionnaire aura le droit de demander un vote au scrutin secret.

Art. 23. L'assemblée générale délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévus par la loi peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions sous réserve des limites prévues par la loi.

Art. 24. Le conseil d'administration respectivement le commissaire sont en droit de convoquer des assemblées ordinaires et extraordinaires.

Ils sont obligés de convoquer une assemblée générale chaque fois qu'un groupe d'actionnaires représentant au moins un cinquième du capital souscrit, le demandera par écrit, en indiquant l'ordre du jour.

Tout avis contenant convocation à l'assemblée générale doit contenir l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration peut déterminer la forme des mandats à employer et exiger qu'ils soient déposés dans le délai et au lieu qu'il indiquera.

Art. 25. Le président du conseil d'administration, ou en son absence, l'administrateur qui le remplace ou la personne désignée par l'assemblée, préside l'assemblée générale.

L'assemblée choisira parmi les assistants le secrétaire et un ou deux scrutateurs.

Art. 26. Les procès-verbaux de l'assemblée générale seront signés par les membres du bureau et par tout actionnaire qui le demande.

Toutefois, au cas où les délibérations de l'assemblée doivent être conformes, les copies et les extraits qui en seront délivrés pour être produits en justice ou ailleurs, doivent être signés par un administrateur.

Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 27. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 28. Chaque année à la clôture de l'exercice social, le conseil d'administration établit les comptes annuels dans les formes requises par la loi.

Au plus tard un mois avant l'assemblée générale annuelle, le conseil soumettra le bilan de la société et le compte de pertes et profits en même temps que son rapport, ainsi que tous autres documents qui pourront être requis par la loi, au commissaire qui, sur ce, établira son rapport.

Une quinzaine avant l'assemblée générale annuelle, le bilan, le compte de pertes et profits, le rapport de gestion, le rapport du commissaire ainsi que tous autres documents qui pourront être requis par la loi, seront déposés au siège social de la société, où les actionnaires pourront en prendre connaissance durant les heures de bureau normales.

Art. 29. L'excédent créditeur du compte de pertes et profits, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions pour engagements passés ou futurs, déterminé par le conseil d'administration, constituera le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital souscrit.

Le solde restant du bénéfice net sera à la disposition de l'assemblée générale.

Les dividendes, s'il y a lieu à leur distribution, seront distribués à l'époque et au lieu fixés par le conseil d'administration, endéans les limites fixées par l'assemblée générale.

En respectant les prescriptions légales, des acomptes sur dividendes peuvent être autorisés par le conseil d'administration.

L'assemblée générale peut décider d'affecter des profits et des réserves distribuables au remboursement du capital sans réduire le capital social.

Dissolution - Liquidation

Art. 30. Elle pourra être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires décidant à la même majorité que celle prévue pour les modifications de statuts.

Art. 31. Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine leurs pouvoirs.

Sur l'actif net provenant de la liquidation après apurement du passif, il sera prélevé la somme nécessaire pour rembourser le montant libéré des actions; quant au solde, il sera réparti également entre toutes les actions.

Disposition générale

Art. 32. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures.

Dispositions transitoires

L'assemblée générale annuelle se réunira à Luxembourg, le deuxième vendredi du mois d'avril à onze heures trente (11.30) et pour la première fois en 2000.

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 1999.

Souscription

Les statuts de la société ayant ainsi été établis, les comparants déclarent souscrire à toutes les actions représentant l'intégralité du capital social, comme suit:

La société dénommée VESMAFIN (BVI) LTD, préqualifiée, huit cent quatre-vingt-dix-neuf actions	899
Mme Vania Migliore-Baravini, préqualifiée, une action	1
Total: neuf cents actions	900

Toutes ces actions ont été libérées intégralement par des versements en espèces en liras italiennes de sorte que la contre-valeur en liras italiennes de la somme de quatre-vingt-dix mille Deutsche Mark (DEM 90.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration - Evaluation - Frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié les conditions prévues par l'article vingt-six de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué approximativement à LUF 74.837,-.

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à LUF 1.856.900,-.

Assemblée Générale Extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2) Le mandat des administrateurs est gratuit. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - Monsieur Sergio Vandi, employé privé, demeurant à Luxembourg, 8, rue des Franciscaines, Président,
 - Madame Vania Migliore-Baravini, employée privée, demeurant à Esch-sur-Alzette, 89, rue Clair-Chêne, Administrateur,
 - Monsieur Alfonso Belardi, employé privé, demeurant à Luxembourg, 18, rue du Verger, Administrateur.
- 3) La durée du mandat des administrateurs est fixée à un an et prendra fin lors de l'assemblée générale à tenir en 2000.
- 4) A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:
 - GRANT THORNTON REVISION & CONSEILS S.A., 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.
- 5) La durée du mandat du commissaire aux comptes est fixée à un an et prendra fin lors de l'assemblée générale à tenir en 2000.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: V. Migliore-Baravini, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 1998, vol. 111S, fol. 69, case 11. – Reçu 18.571 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 octobre 1998.

J. Delvaux.

(44946/208/287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 1998.

RIVERTRANS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 77, route de Trèves.

R. C. Luxembourg B 52.628.

Les comptes annuels établis au 31 décembre 1997, enregistrés à Grevenmacher, le 26 octobre 1998, vol. 166, fol. 37, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour la société RIVERTRANS S.A.
FIDUCIAIRE SOCOFISC S.A.
Signature

(44857/745/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

REPRESENTATION PUBLIC CY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 62.221.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 8 octobre 1998

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société au 10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Pour copie conforme
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 1998, vol. 513, fol. 40, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44854/019/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

ROLEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 63.623.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 8 octobre 1998

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société au 10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Pour copie conforme
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 1998, vol. 513, fol. 40, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44858/019/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

SANDY LANE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 54.591.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 1998, vol. 513, fol. 24, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour la société SANDY LANE HOLDING S.A.
FIDUCIAIRE FERNAND FABER
Signature

(44863/622/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

SANDY LANE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 54.591.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 1998, vol. 513, fol. 24, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour la société SANDY LANE HOLDING S.A.
FIDUCIAIRE FERNAND FABER
Signature

(44864/622/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

SADYD S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 31.878.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 1998, vol. 513, fol. 46, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SADYD S.A.
C. Schmitz M. Lamesch
Deux Administrateurs

(44861/045/000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

SADYD S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 31.878.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 7 juillet 1998
Troisième résolution

L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Marc Mackel de son poste d'administrateur et lui donne décharge pleine et entière pour l'exercice de son mandat.

Quatrième résolution

L'Assemblée désigne comme nouvel administrateur en remplacement de l'administrateur démissionnaire Monsieur Edmond Ries, expert-comptable, demeurant à Bertrange, qui achèvera le mandat de Monsieur Marc Mackel.

Pour SADYD S.A.
Signatures
Deux Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 1998, vol. 513, fol. 46, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44862/045/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

SCHNEIDER LANDSCHAFTSBAU, G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 59, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 56.461.

Les comptes annuels établis au 31 décembre 1997, enregistrés à Grevenmacher, le 26 octobre 1998, vol. 166, fol. 37, case 12, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 1998.

Pour la société SCHNEIDER LANDSCHAFTSBAU, G.m.b.H.
FIDUCIAIRE SOCOFISC S.A.
Signature

(44868/745/110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

SCHOP INVESTISSEMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 43.684.

Extrait de la résolution prise lors de la réunion du Conseil d'Administration du 7 août 1998

Le domicile de la société est transféré au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg

Certifié sincère et conforme
SCHOP INVESTISSEMENTS S.A.

B. Thoma C. Schlessner
Administrateur Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 1998, vol. 513, fol. 36, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44869/795/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

SHA FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 32.639.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 11 août 1998

- Suite à la démission de Monsieur Bob Faber, Monsieur Jean-Paul Reiland, employé privé, L-Bissen, a été coopté Administrateur en son remplacement. Il terminera le mandat de son prédécesseur, démissionnaire, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 1998;

- Le siège social est transféré au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

Certifié sincère et conforme
SHA FINANCE S.A.

M. Corluy F. Mesenburg
Administrateur Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 1998, vol. 513, fol. 36, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44873/795/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1998.

THE MANAGED CONVERTIBLE FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 34.758.

—
Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders will be held at the registered office of the Company on *11 January 1999* at 10.30 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the report of the Board of Directors and of the report of the Auditor;
2. Approval of the annual accounts as at 30 September 1998 and allocation of the results;
3. Discharge to the Directors;
4. Ratification of the co-option of a Director;
5. Re-election of the Directors and of the Authorized Independent Auditor for a new term of one year;
6. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda and that the decisions will be taken at the simple majority of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

I (04594/755/21)

By order of the Board of Directors.

**BANKPME MULTIEUROPE, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable
de droit luxembourgeois.**

Siège social: Luxembourg, 7, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 42.534.

—
Messieurs les actionnaires sont convoqués par la présente à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le mercredi *13 janvier 1999* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration;
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises;
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31 août 1998;
4. Décharge à donner aux Administrateurs;
5. Affectation du résultat;
6. Nominations statutaires;
7. Divers.

Pour pouvoir assister aux assemblées, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs actions cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée.

I (04595/755/21)

Le Conseil d'Administration.

**SINOPIA M.B.F.,
SINOPIA MULTI BOND FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 29.601.

—
Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders will be held at the registered office of the Company, on *11 January 1999* at 3.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of the Directors and of the report of the Authorized Independent Auditor.
2. Approval of the annual accounts and appropriation of the results as at 30 September 1998.
3. Discharge to be granted to the Directors for the proper performance of their duties for the period ended 30 September 1998.
4. Directors' fees.
5. Any other business.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda and that the decisions will be taken at the simple majority of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

I (04608/755/23)

By order of the Board of Directors.

CREDIT LYONNAIS WORLD DERIVATIVES, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: L-2450 Luxembourg, 10-12, boulevard Roosevelt.

Im Einklang mit Artikel 25 Absatz 2 der Satzung zu der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'Investissement à Capital Variable) CREDIT LYONNAIS WORLD DERIVATIVES findet die

JÄHRLICHE GENERALVERSAMMLUNG

am 12. Januar 1999 um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft, 10-12, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, statt.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 30. September 1998.
3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
4. Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Wahl des Abschlussprüfers für das Geschäftsjahr 1999.
6. Wahl des Verwaltungsrates für das Geschäftsjahr 1999.
7. Verschiedenes.

Die Zulassung zur Gesellschafterversammlung setzt voraus, dass die entsprechenden Inhaberanteile vorgelegt werden oder die Anteile bis spätestens zum 6. Januar 1999 bei einer Bank gesperrt werden. Eine Bestätigung der Bank über die Sperrung der Anteile genügt als Nachweis über die erfolgte Sperrung.

Luxembourg, im Dezember 1998.
I (04646/250/23)

CREDIT LYONNAIS WORLD DERIVATIVES
Der Verwaltungsrat

KB FIXOBLI, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 51.042.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

de notre société qui aura lieu le 13 janvier 1999 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation du bilan, du compte des pertes et profits et de l'affectation des résultats au 30 septembre 1998.
3. Décharge à donner aux Administrateurs.
4. Proposition à l'Assemblée Générale Statutaire de ratifier les cooptations de Messieurs Luc Philips et Ignace Van Oortegem comme Administrateurs en remplacement de Messieurs Jan Vanhevel et Daniel Couvreur, décidées le 13 décembre 1998, sous réserve de l'accord de la BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG.
5. Modification de la devise de consolidation en Euro avec effet au 1^{er} janvier 1999 et modifications statutaires y référentes.
6. Divers.

Les décisions concernant tous les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Elles seront prises à la simple majorité des actions présentes ou représentées à l'Assemblée.

Chaque action de chaque catégorie donne droit à un nombre de voix proportionnel à la quotité du capital qu'elle représente dans la Sicav, en comptant l'action représentant la quotité la plus faible pour une voix et sans tenir compte des fractions de voix. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée.

Les actions peuvent être déposées jusqu'au 8 janvier 1999 dans toutes les agences de la KREDIETBANK S.A, LUXEMBOURGEOISE.

I (04640/755/27)

Le Conseil d'Administration.

SIRIADE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 30.602.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 25 janvier 1999 à 14.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 23 novembre 1998 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (04496/795/15)

Le Conseil d'Administration.

FABER (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 28.039.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *14 janvier 1999* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1998
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

I (04495/795/15)

Le Conseil d'Administration.

ROUSSIN LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 25, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 31.156.

Les actionnaires de la société anonyme ROUSSIN LUXEMBOURG S.A., sont convoqués à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue devant le notaire, au siège social de la société, 25, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg le *15 janvier 1999* à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de dissolution de la société anonyme ROUSSIN (LUXEMBOURG) S.A.
2. Nomination d'un liquidateur.
3. Détermination des pouvoirs du liquidateur comme suit:
 - le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus pour l'exécution de son mandat et en particulier ceux prévus par les articles 144 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, sans devoir recourir à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires dans les cas prévus par la loi;
 - le liquidateur n'est pas obligé de dresser inventaire;
 - le liquidateur peut, sous sa seule responsabilité, pour des transactions spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires tels pouvoirs qu'il déterminera et pour la période qu'il fixera;
4. Divers

L'assemblée générale ne délibérera valablement que si la moitié du capital est représentée et les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

I (04641/256/24)

Le Conseil d'Administration.

GRIKAT INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 57.022.

The

ANNUAL GENERAL MEETING OF THE COMPANY

which will be held on *18th January 1999* at 10.00 o'clock at the company's registered office in 3A, rue Guillaume Kroll at L-1882 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) with the following

Agenda:

1. directors' management and the auditor's reports relating to the financial year as of 30th June 1997
2. approval of balance sheets and profit and loss accounts as of 30th June 1997
3. decisions as to the allocation of results of the years ending 30th June 1997
4. discharge as to the directors and statutory auditor from any liabilities in respect of the accomplishment of their duties for the year ending 30th June 1997
5. statutory appointments
6. miscellaneous.

The books of the company are available for scrutiny at the registered office of the company.

The shareholders are advised that no quorum for the annual general meeting is required and that decisions will be taken at the majority of the shares present or represented at the meeting.

I (04649/717/22)

The Board of Directors.

**THE LATIN AMERICAN EMERGING MARKETS FUND, SICAV,
Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 34.912.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholder of our company, which will take place at the registered office of BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, on *January 15, 1999* at 2.00 p.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Auditor;
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended as at 30th September, 1998;
3. Allocation of the net results;
4. Discharge to the Directors;
5. Statutory Appointments;
6. Miscellaneous.

Shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken at the majority of the votes expressed by the shareholders present or represented at the meeting.

In order to attend the meeting the owners of bearer shares have to deposit their shares five clear days before the meeting at the offices of BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

I (04632/755/26)

The Board of Directors.

SARPA INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 57.022.

The

ANNUAL GENERAL MEETING OF THE COMPANY

which will be held on *18th January 1999* at 14.00 o'clock at the company's registered office in 3A, rue Guillaume Kroll at L-1882 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) with the following

Agenda:

1. directors' management and the auditor's reports relating to the financial year as of 30th June 1997
2. approval of balance sheets and profit and loss accounts as of 30th June 1997
3. decisions as to the allocation of results of the years ending 30th June 1997
4. discharge as to the directors and statutory auditor from any liabilities in respect of the accomplishment of their duties for the year ending 30th June 1997
5. statutory appointments
6. miscellaneous.

The books of the company are available for scrutiny at the registered office of the company.

The shareholders are advised that no quorum for the annual general meeting is required and that decisions will be taken at the majority of the shares present or represented at the meeting.

I (04650/717/22)

The Board of Directors.

EUROBLICK HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 38.379.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires de notre société qui se tiendra au 222A, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg en date du *11 janvier 1999* à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Liquidation de la société
2. Nomination des liquidateurs
3. Définition du rôle et pouvoirs de ces derniers
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire

II (04630/000/15)

Le Conseil d'Administration.

TRANS-NATIONAL HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 17.863.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 11 janvier 1998 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 6 novembre 1998 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

II (04384/795/15)

Le Conseil d'Administration.

CHINESCO FINANCE S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 43.769.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on January 11, 1999 at 4.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.

The Annual General Meeting of November 11, 1998 could not deliberate in due form on this item the agenda as the quorum required by law was not attained.

II (04385/795/15)

The Board of Directors.

CONSORTIUM INTERNATIONAL D'INVESTISSEMENTS ECONOMIQUES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 28.355.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 11 janvier 1998 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 9 novembre 1998 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

II (04386/795/15)

Le Conseil d'Administration.

OLIVA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 40.256.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 11 janvier 1998 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 9 novembre 1998 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

II (04387/795/15)

Le Conseil d'Administration.

FM S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 33.658.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 4 janvier 1999 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1998
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

II (04476/795/16)

Le Conseil d'Administration.

FINANCIAL HOLDING HEBETO S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 25.161.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on January 4, 1999 at 12.00 am at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at July 31, 1998
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous

II (04477/795/15)

The Board of Directors.

ROYAL CROSS S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 24.670.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on January 4, 1999 at 11.00 am at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at July 31, 1998
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous

II (04478/795/15)

The Board of Directors.

XIX LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 25.374.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on January 4, 1999 at 11.00 am at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at July 31, 1998
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous

II (04479/795/15)

The Board of Directors.

GLOBE INTERFIN, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 33.083.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 5 janvier 1999 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 1998
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (04480/795/15)

Le Conseil d'Administration.

INTERLEIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 38.119.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 5 janvier 1999 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 1998
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (04481/795/15)

Le Conseil d'Administration.

ATMEL ES 2 S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 23.004.

Les actionnaires de ATMEL ES 2, société anonyme (en liquidation), sont convoqués en

ASSEMBLEE GENERALE

qui se tiendra le mardi 29 décembre 1998 à 10.00 heures, au siège du domiciliataire, 3, rue de la Chapelle à L-1325 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Présentation du résultat de la liquidation pendant l'année 1997.

II (04574/000/13)

*Le liquidateur
J.-M. Boden*

A.T.A. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 10, rue Jean Engling.
R. C. Luxembourg B 35.163.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le lundi 4 janvier 1999 à 14.00 heures à Luxembourg, 9, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne à L-1361 Luxembourg, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels 1997 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Elections.
4. Divers.

II (04575/549/16)

*Le conseil d'administration
Signature*